



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Visite officielle

- EN IMAGES. Le CMA-CGM Notre-Dame, l'un des plus gros porte-conteneurs du monde est arrivé au Havre – ICI
- Le port du Havre et CMA CGM Notre Dame au cœur du commerce franco-asiatique - PN

Économie et vie des entreprises

- Brittany Ferries met fin à la ligne Le Havre-Portsmouth, fragilisée par des difficultés économiques – ICI
- Bientôt des femmes dockers au Havre, une session de formation prévue en août : "Ça fait un moment qu'on entend que le métier va s'ouvrir" – ICI
- Carburants. TotalEnergies plafonne ses prix à 1,99€/L, mais l'effet sera-t-il vraiment au rendez-vous ? - LCC

Faits divers

- Après un refus d'obtempérer, une voiture finit dans un bassin de rétention : deux personnes dans un état critique – F3
- Tombes, église et monument aux morts ont été tagués « PS » et « CGT » : c'est « l'incompréhension » dans ce village - 76actu

Sécurité

- Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?
- INFOGRAPHIE. Cambriolages, trafic de drogues, violences... Comment évolue la délinquance au Havre - 76actu
- Trafic de cocaïne en famille au Tréport : les deux frères au cœur du système sont écroués - PN
- Seine-Maritime : treize personnes interpellées dans un vaste coup de filet antidrogue à Lillebonne - IN
- Lillebonne. Cannabis, cocaïne, armes de poing... un vaste trafic de drogue démantelé entre la Seine-Maritime et l'Eure – TO
- Étretat. Les sauveteurs veillent sur la plage - LCC
- Lillebonne. Opération d'envergure : qu'ont trouvé la police et la gendarmerie ? - LCC
- Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre
- Le dossier des caméras de vidéoprotection avance à Dieppe : une entreprise désignée pour les installer - 76actu

Logement

- Sans eau froide depuis début 2026, des dizaines d'habitants en souffrance au Havre : « C'est une catastrophe ! » - PN

- « Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen - PN

Social et société

- "Un projet absurde" : élus et associations écologistes expriment leur opposition au projet DÉZIR - ICI
- Près de Rouen. Un hommage est organisé pour l'ancien employé de l'hôpital du Rouvray qui s'est immolé sur le parking - TO
- « Il faut éclaircir la situation » : des questions sans réponses après le suicide d'un ancien salarié du CH du Rouvray - 76actu
- « Les enfants ne savent plus nager » : le cri d'alarme des profs d'EPS alors que les noyades se multiplient – Le Parisien

Services de l'État

- Rouen. Essentiels pour les plus vulnérables, ils se sont mobilisés devant la préfecture – PN
- « Ça fait 8 à 10 cm de haut » : un mystérieux objet dangereux intrigue ce village près de Rouen – PN
- L'hôpital de Gisors placé sous tutelle par l'ARS sur fond de graves difficultés financières - PN

Collectivités locales et équipements publics

- Canicule. Port-Jérôme-sur-Seine tire les leçons d'une semaine sous haute surveillance – LCC
- Vers un retour de la canicule à Rouen et au Havre ? « Il y a tendance à envisager le pire après un tel épisode » - 76actu
- Politique. Bastien Coriton bientôt contraint de quitter son fauteuil de maire de Rives-en-Seine ?
- Caux Seine agglo. Budget, dette, investissements : les chiffres clés à retenir - LCC
- Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ? – PN
- Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur » - PN
- Fécamp. Prolongement de la véloroute : des études préalables à 40 000 € font débat au conseil municipal – PN
- Un an après, comment l'Agglo de Dieppe-Maritime a mis en œuvre les recommandations de la Chambre régionale des comptes - 76actu
- La ville d'Elbeuf poursuit ses efforts en matière d'inclusion et vise un nouveau label – Journal d'elbeuf

Météo | Agriculture

- Canicule : "Il faut mieux ventiler et refroidir les bâtiments", estime cet éleveur de porcs et céréalier à Vieux-Manoir - ICI

Météo | Santé

- Les hôpitaux normands sous tension après la canicule, un nouvel épisode de fortes chaleurs redouté dès la semaine prochaine – ICI

Météo | société

- « On est montés à 37 °C dans les box » : le refuge pour chats et chiens de Lintot face à la canicule – PN

Météo

- Canicule : troisième épisode de fortes chaleurs attendu dès le week-end, en Normandie aussi ? – PN
- Vers un retour de la canicule à Rouen et au Havre ? « Il y a tendance à envisager le pire après un tel épisode » - 76actu

Politique

- Présidentielle 2027 : le gouvernement officialise les dates des deux tours en avril et mai - PN

Mobilité

- SNCF. Des travaux prévus sur la ligne Paris-Caen-Cherbourg causeront sa fermeture totale pendant 3 mois – PN
- Trains à Rouen : pourquoi l'appel d'offres régional pour l'étoile ferroviaire est-il suspendu ? - PN

Acteurs publics

- Canicule : les syndicats de la fonction publique demandent des autorisations d'absence "climatiques"

EN IMAGES. Le CMA-CGM Notre-Dame, l'un des plus gros porte-conteneurs du monde est arrivé au Havre

Léna Thobie-Gorce

3-4 minutes

Le CMA-CGM Notre-Dame, l'un des 10 "géants des mers" fonctionnant au gaz naturel liquéfié de l'armateur marseillais est arrivé au Havre en début de soirée, vers 20h ce lundi 29 juin 2026.

Près de 400 mètres de long, 61 mètres de large et une capacité de 24 000 conteneurs. Le CMA CGM Notre-Dame, plus grand porte-conteneurs exploité sous pavillon français a fait escale pour la première fois au Havre.

Il est arrivé ce lundi 29 juin 2026 vers 20h au port du Havre.

Le navire, propulsé au gaz naturel liquéfié (GNL), est le premier d'une série de dix porte-conteneurs nouvelle génération. Chacun d'entre eux portera le nom de grands symboles du patrimoine français.

[Le CMA CGM Notre-Dame, plus grand porte-conteneurs exploité sous pavillon français a fait escale pour la première fois au Havre ce lundi 29 juin 2026. • © Jean Desrousseaux / France Télévisions](#)

Le Notre-Dame a été conçu près de Shangai en Chine, dans un port naval spécialisé dans les bateaux XXL. Sa mission : transporter les marchandises produites par les usines d'Asie vers l'Europe et, dans l'autre sens, les produits agroalimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques européens vers l'Asie.

De par sa taille, le navire n'est pas adapté pour des liaisons Asie - Amérique du Nord.

[Le CMA CGM Notre-Dame est le plus grand porte-conteneurs du monde à fonctionner grâce au gaz naturel liquéfié \(GNL\). • © Jean](#)

Il s'agit du plus grand porte-conteneurs du monde à fonctionner grâce au gaz naturel liquéfié (GNL). Ce carburant émet moins de particules fines, moins d'oxydes de soufre et moins de CO₂ que le fioul traditionnel.

CMA CGM le présente ainsi comme une solution moins polluante, illustrant sa stratégie de décarbonation. Pour autant, le GNL est le plus souvent issu de ressources fossiles.

Le baptême du navire est prévu le 2 juillet en présence d'acteurs du monde maritime, économique et institutionnel. D'ici deux ans, CMA-CGM, troisième armateur mondial prévoit également le recrutement de 135 marins français.

[Le gigantesque navire pouvait être observé depuis la plage du Havre. • © Jean Desrousseaux/FTV](#)

L'arrivée de ce géant des mers devrait attirer de nombreux curieux. Il restera à quai jusqu'au vendredi 4 juillet au terminal de France de Port 2000.

Le port du Havre et CMA CGM Notre Dame au cœur du commerce franco-asiatique

Romain Huynh

6-8 minutes

Si l'arrivée du CMA CGM Notre Dame a été particulièrement spectaculaire, lundi 29 juin 2026, les Havrais vont avoir le temps de s'y habituer, puisque le géant passera régulièrement par la cité océane. Olivier Nivoix, vice-président de CMA CGM, nous explique le rôle du port normand dans la stratégie du groupe.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par [Romain Huynh](#)

Publié: 1 Juillet 2026 à 07h01 Temps de lecture: 2 min

Avec l'inauguration du [CMA CGM Notre Dame](#) au Havre, jeudi 2 juillet 2026, c'est un signal fort envoyé à la ville par le géant du transport maritime. « *Le port du Havre est extrêmement important pour nous, puisque 30 à 40 % de nos importations arrivent ici* », affirme Olivier Nivoix, vice-président de CMA CGM à la division des expéditions. Avec une capacité de 24 000 équivalents vingt pieds (EVP), *Notre Dame* est aujourd'hui le plus grand porte-conteneurs battant pavillon français. Et une pièce maîtresse dans le dispositif import de CMA CGM, qui repose en grande partie sur les échanges avec l'Asie.

« *Il faut savoir que 60 % des volumes qui entrent en France arrivent d'Asie*, explique Olivier Nivoix. *Depuis le début de l'année, on relève 13,4 % de croissance sur l'import depuis l'Asie pour la France. Pour nous, c'est 19 %.* » Et ces volumes considérables importés d'Asie pour inonder le marché européen arrivent, dans leur grande majorité... au Havre, via la ligne FAL (French Asia Line). *Notre Dame*, sur cette ligne, reliera en 102 jours trois ports chinois et quatre ports européens, en passant par Singapour et Tanger, au Maroc.

Jouer son rôle dans la stratégie commerciale française



« CMA CGM Notre Dame », inauguré jeudi 2 juillet 2026, prendra

une large part du trafic maritime entre la France et la Chine. - Boris Maslard/Paris Normandie

Si *Notre Dame* transporte de très nombreux produits importés d'Asie, il repart également avec, à son bord, des marchandises destinées à l'export, vers les pays asiatiques. Parmi elles, on trouve des « classiques » de l'exportation française : cosmétiques, vins et spiritueux... mais aussi, plus inhabituel, des équipements industriels. Le vice-président de CMA CGM, troisième groupe maritime mondial, en est convaincu, *« l'Europe a une place à prendre en Asie sur les produits industriels et technologiques. Et notre groupe est au service de la France. On l'a prouvé pendant la Covid, en acheminant des masques et d'autres équipements nécessaires. »*

Via la ligne FAL, le port du Havre et le nouveau vaisseau amiral de la flotte CMA CGM, qui compte 700 navires, s'inscrivent pleinement dans le développement du commerce franco-asiatique. *« On est en support de tous les industriels français qui veulent exporter leur savoir-faire en Chine, on est là pour soutenir leur croissance »,* assure Olivier Nivoix. Avant de citer un exemple concret : *« J'ai échangé récemment avec le président d'une fédération de producteurs de fruits et légumes, qui m'a dit : " Il y a une food fair à Abou Dabi, on connaît les investisseurs, on voudrait y prendre une place importante. " Je lui réponds qu'on investissait sur place, qu'on y avait un terminal. Je lui ai proposé de mettre en place une chaîne logistique intégrale. »*

Une présence au Havre de plus en plus visible

Armateur, transporteur, l'entreprise exerce une diversité de métiers qui lui permet de prendre toute sa place dans la stratégie commerciale française. *« Nous sommes le seul logisticien à pouvoir fournir un engagement de service aussi important sur l'ensemble de la chaîne logistique : infrastructures, camions, entrepôts, terminaux, et même l'aérien, à destination et à l'origine. »*

Si CMA CGM est en pleine expansion - *« On va grossir notre flotte de 45 % d'ici à la fin 2030 »,* annonce son vice-président - sa présence au Havre se fait, elle aussi, de plus en plus visible. Une semaine après [le naming du stade CMA CGM Océane](#), l'inauguration spectaculaire du *Notre Dame* interroge sur les ambitions du groupe

dans la cité océane. Et, par voie de conséquence, sur les perspectives éventuelles en termes d'emploi.

Lire aussi

[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre](#)

[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)

[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Le port du Havre et CMA CGM Notre Dame au cœur du commerce franco-asiatique](#)





[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre](#)



[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)



[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)





[Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?](#)



[En Normandie, le groupe Mary automobiles passe la troisième... décennie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Brittany Ferries met fin à la ligne Le Havre-Portsmouth, fragilisée par des difficultés économiques

Manon Loubet

~3 minutes

Dans un communiqué, la compagnie maritime Brittany Ferries annonce supprimer la ligne Le Havre-Portsmouth d'ici fin septembre 2026, confirmant une information du [Marin](#), pour des raisons économiques.

Selon une information du [Marin](#), la Brittany Ferries prévoit d'arrêter la ligne Portsmouth – Le Havre d'ici fin septembre 2026 et déploiera le navire MV Clipper en remplacement du MV Cotentin sur la ligne Rosslare – Cherbourg.

"Cette décision s'impose alors que cette ligne a été maintenue aussi longtemps que possible face à la ligne voisine et concurrente Dieppe – Newhaven, ligne qui bénéficie de subventions d'exploitation permettant à l'opérateur de ne pas supporter les augmentations de charges et l'érosion du marché transmanche constatées sur toutes les lignes, dont celle de Dieppe", indique la compagnie dans un communiqué.

Cette fermeture est la conséquence des difficultés rencontrées par la compagnie maritime bretonne qui doit vendre deux de ses bateaux.

"Nous avons surmonté la crise du Covid alors que les frontières étaient fermées, nous continuons à gérer les conséquences du Brexit, et nous nous efforçons chaque jour de rendre les vacances en France ou en Espagne accessibles aux familles soucieuses du coût de la vie. Mais nous devons aussi être réalistes", déclare Christophe Mathieu, directeur général de Brittany Ferries.

"Pour protéger notre avenir et les communautés que nous relions,

nous devons nous adapter, et cela passe par un plan clair qui garantira de nouvelles opportunités pour tous ceux qui vivent et travaillent dans les régions connectées par nos navires", poursuit-il.

Parallèlement, la mise en œuvre du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) impose une charge supplémentaire significative à la compagnie bretonne.

"Bien qu'elle exploite déjà la flotte la plus propre de la Manche en termes de santé publique et d'émissions carbone, avec cinq nouveaux navires introduits au cours des cinq dernières années, dont deux livrés en 2025, Brittany Ferries doit faire face à un coût ETS d'environ 27 millions d'euros en 2026 (5 % de son CA annuel), sans aucune compensation pour ses investissements pionniers dans la transition écologique", indique la compagnie dans son communiqué.

Voici les lignes restantes de la Brittany Ferries pour l'Angleterre :
Ouireham > Portsmouth ; Cherbourg > Poole /Portsmouth ;
Roscoff > Plymouth ; Saint-Malo > Portsmouth.

Bientôt des femmes dockers au Havre, une session de formation prévue en août : "Ça fait un moment qu'on entend

Léna Thobie-Gorce

6-7 minutes

C'est une petite révolution ! L'un des rares métiers encore exclusivement masculins en France métropolitaine, celui de docker, va bientôt s'ouvrir aux femmes. Au Havre, une formation leur sera proposée dès cet été pour répondre aux forts besoins de recrutement.

Docker au Havre, un métier qui se transmet de père en fils mais rarement de père en fille. Enfin jusqu'à présent, car cela va changer avec la mise en place cet été d'une formation ouverte aux femmes.

Des tests de sélection ont eu lieu. Une formation commence à la mi-août avec 30 stagiaires. Parmi eux, 15 femmes et 15 hommes.

C'est via le GEMO (Groupement des Employeurs de Main d'Oeuvre) que sont organisés ces stages à partir de la mi-août. L'augmentation de la demande de main-d'œuvre de dockers est principalement due à l'arrivée de l'opérateur TiL, filiale de l'armateur MSC, qui a massivement investi au Havre profitant de l'extension de 700 mètres des quais du port pour installer 19 portiques XXL d'ici 2028.

L'aménagement de ces méga portiques doit permettre d'accueillir la dernière génération de porte-conteneurs. Actuellement, TiL traite un million de conteneurs par an. Avec ces nouvelles installations, cela pourrait atteindre les 4 millions. Pour accompagner ce grand projet, 1 000 postes de dockers vont également être créés.

C'est la raison pour laquelle, TiL en concertation avec le syndicat des dockers, a décidé d'organiser des formations d'ouvriers dockers ouvertes aux femmes. Ces dernières seront ensuite

amenées à travailler sur les terminaux portuaires et les navires.

En France, le seul grand port maritime qui compte des femmes dockers est à La Réunion.

John Barzman, historien et auteur de "Les dockers du Havre, de la Révolution à nos jours"

Cette ouverture du métier est attendue depuis plusieurs années par les femmes et notamment les filles de dockers. Légalement, rien n'empêche celles-ci de faire ce métier mais dans les faits, la profession ne s'est pas du tout féminisée.

L'île de La Réunion a été pionnière en la matière. Dès 2007, les Réunionnaises sont devenues les premières femmes dockers de France. Leur entrée dans cet univers longtemps considéré comme très physique et masculin n'a pas été facile. Aujourd'hui, elles sont une dizaine à travailler sur les quais, sur un effectif de 110 dockers.

À l'étranger, dans d'autres grands ports maritimes, comme Anvers, Valence ou Felixstowe au Royaume-Uni, les femmes dockers sont présentes depuis plusieurs années.

"De base, il y a toujours eu des femmes chez les dockers, au XIXe siècle, les femmes dockers étaient présentes. Au final, c'est plutôt récent qu'il n'y ait que des hommes", raconte John Barzman, historien, auteur du livre "Les Dockers du Havre, de la Révolution à nos jours".

La crise de 1929, engendre une chute des besoins en main-d'œuvre chez les dockers du Havre. Progressivement, les femmes quittent alors la profession. Un an plus tard, une indemnité chômage est créée pour les dockers.

Mais ces derniers ne peuvent la recevoir uniquement si leurs femmes ne travaillent pas. Une raison supplémentaire pour certaines de quitter le métier.

La tradition syndicale des dockers du Havre s'est construite avec Proudhon et l'idée que l'ouvrier doit nourrir sa famille.

Marie Lecuyer, docteure en géographie

Cette indemnité spécifique aux dockers prend fin dans les années 1990 et pourtant, le métier ne se féminise pas pour autant. *"L'ordre des métiers est essentiel pour comprendre pourquoi les femmes*

n'ont pas investi la profession", estime Marie Lecuyer, docteure en géographie et auteure d'une thèse sur la place des femmes comme dockers (étude des ports du Havre et de Felixstowe en Angleterre).

Plus la profession est en tension, plus elle va se replier sur elle-même.

Marie Lecuyer, docteure en géographie

En effet, au Havre, le syndicat a décidé que les nouveaux dockers devaient commencer comme calier en premier poste car il s'agit du plus physique et pénible. L'idée étant de le laisser aux plus jeunes.

À Felixstowe au Royaume-Uni, où l'ordre des métiers n'est pas le même, la profession s'est ouverte aux femmes dans les années 2000, à une période où le besoin de main-d'œuvre était fort.

Le métier de docker est réputé pour être dur physiquement, or depuis plusieurs années, avec la mécanisation et la conteneurisation, il y a un vrai recul des besoins physiques. Estimer qu'il ne s'agit pas d'un métier pour les femmes pour cette raison n'a pas de sens, selon Marie Lecuyer.

"Il y a des métiers très féminins et très physiques, c'est le cas d'aide-soignante par exemple où on doit porter des personnes toute la journée. Mais on les oublie, ils sont souvent invisibilisés", confie-t-elle.

La question de la force est une fausse raison pour exclure les femmes du métier.

Marie Lecuyer, docteure en géographie

D'après Marie Lecuyer, le milieu portuaire est globalement un monde d'hommes : les remorqueurs, les lamaners ou encore les pilotes sont des professions quasi exclusivement masculines. *"Il y a une forte inertie sur les métiers qu'on projette en fonction du genre pour les adolescents et adolescentes, le poids des représentations est très important", explique-t-elle.*

Les dockers, c'est un corps très homogène donc la question de l'entente est essentielle.

John Barzman, historien et auteur de "Les dockers du Havre, de la Révolution à nos jours"

Et en interne, comment est perçue la possible féminisation du

métier ? "De ce que j'ai pu réussir à enquêter auprès des dockers du Havre, ça ne faisait pas l'unanimité. Ce n'était pas une question générationnelle, les lignes de clivage sont un peu plus compliquées mais la question du nombre de postes est centrale", estime Marie Lecuyer.

Depuis plusieurs années, la chercheuse a entendu de nombreux discours d'entreprises et de syndicat de dockers évoquant la future féminisation du métier : "J'ai entendu "ça va arriver", et puis ça n'arrivait pas. Donc là, ça y est, il s'agit aussi certainement d'un alignement sur les autres ports européens".

Carburants. TotalEnergies plafonne ses prix à 1,99€/L, mais l'effet sera-t-il vraiment au rendez-vous ?

Cédric Thomire

3-4 minutes

A l'approche des vacances d'été, TotalEnergies a annoncé, dans un communiqué diffusé mardi 30 juin, qu'elle maintiendrait un plafond de 1,99€/L sur l'essence et le diesel, en juillet et en août, dans 1 200 de ses stations situées en zones rurales. Le groupe étend également cette mesure à ses stations d'autoroute, mais uniquement lors de cinq week-ends de grands départs : les 4 au 5 juillet, 11 au 14 juillet, 1^{er} au 2 août, 15 au 16 août et 29 au 30 août.

Une mesure présentée comme une protection du pouvoir d'achat

Dans son communiqué, TotalEnergies justifie cette décision par un argument technique : dans les zones rurales, où les automobilistes dépendent davantage de leur véhicule, la baisse des cours du pétrole mettrait plus de temps à se répercuter sur les prix à la pompe, les stations ayant constitué leurs stocks de carburant à des niveaux de prix plus élevés. Le plafonnement vise donc, selon l'entreprise, à éviter que ces automobilistes ne subissent un décalage de prix par rapport au reste du territoire.

- **A lire aussi.** [\[Photos\]. Pourquoi près de 200 policiers et gendarmes sont intervenus à l'aube à Lillebonne ?](#)

Sur les autoroutes, où les tarifs sont structurellement plus élevés qu'en réseau classique, le groupe affiche une volonté d'"accompagner les Français" lors des pics de départs en vacances.

Un plafond qui interroge au regard des prix actuels du

marché

Reste à savoir si la mesure aura un effet concret pour les automobilistes. Au 28 juin 2026, le prix moyen national du diesel s'établissait à 1,894€/L et celui du SP95-E10 à 1,954€/L, selon le baromètre [CarbuPrix.fr](https://www.carbuprix.fr), qui s'appuie sur les relevés officiels transmis par les stations-service au dispositif gouvernemental de transparence des prix. Seul le SP98 dépassait légèrement le seuil annoncé par TotalEnergies, à 1,998€/L en moyenne. Autrement dit, sur la plupart des carburants, le plafond à 1,99€/L se situe déjà au-dessus, ou très proche, de la moyenne nationale observée ces derniers jours.

- **A lire aussi.** [Zone industrielle du Havre. Une vaste panne électrique liée à la canicule provoque des arrêts d'usines et des torchères](#)

Le contexte du marché renforce cette interrogation. La détente des cours du pétrole, amorcée après l'accord de paix entre les Etats-Unis et l'Iran annoncé fin juin, a entraîné un net repli des prix à la pompe depuis le pic du 8 avril, lorsque le gazole dépassait 2,39€/L. Plusieurs enseignes de la grande distribution évoquent même un objectif de 1,80€/L dans les prochaines semaines. Dans ce contexte de baisse généralisée, un plafond fixé à 1,99€/L pourrait, dans bien des cas, n'avoir qu'un effet d'affichage plutôt qu'un réel impact sur le porte-monnaie des automobilistes.

Intéressant dans les zones rurales ?

L'argument avancé par TotalEnergies sur le décalage propre aux zones rurales n'en reste pas moins recevable sur le plan économique : les stations à faible rotation de stocks répercutent traditionnellement les variations de prix avec un temps de retard, et le réseau autoroutier affiche structurellement des tarifs plus élevés que la moyenne nationale. La mesure pourrait donc s'avérer utile dans certaines situations précises, sans pour autant constituer une remise générale sur l'ensemble du réseau du groupe.

Après un refus d'obtempérer, une voiture finit dans un bassin de rétention : deux personnes dans un état criti

Manon Loubet

1-2 minutes

Dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 juin 2026, après un refus d'obtempérer, deux fuyards tombent avec leur voiture dans un bassin de rétention à Petit-Couronne (Seine-Maritime). Les policiers sauvent les deux occupants mais ces derniers sont transportés à l'hôpital dans un état critique.

Après un refus d'obtempérer, deux fuyards à bord d'une voiture tombent dans un bassin de rétention à Petit-Couronne, près de Rouen (Seine-Maritime), vers deux heures du matin, dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 juin 2026.

Selon nos informations, les policiers ont sauté dans l'eau pour sauver les deux occupants. Un massage cardiaque a été effectué sur l'un des deux. Ils sont tous deux transportés au CHU de Rouen avec un pronostic vital engagé.

Pour l'heure, les circonstances de cet incident ne sont pas connues. Une enquête est en cours.

Plus d'informations à venir sur France 3 Normandie.

Tombes, église et monument aux morts ont été tagués « PS » et « CGT » : c'est « l'incompréhension » dans ce village

Rédaction Normandie

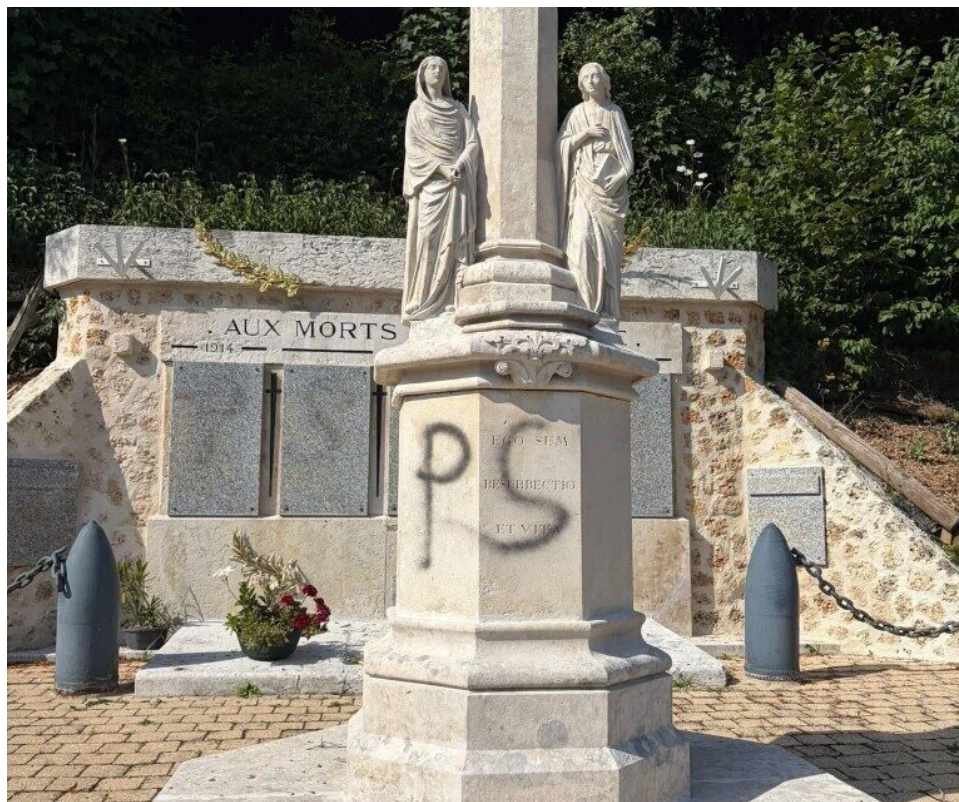
4-5 minutes

La maire de Saint-Léger-du-Bourg-Denis a porté plainte après que des dégradations ont été constatées sur l'église, des sépultures et le monument aux morts.

Sur le même thème

[Police](#)

Article réservé aux abonnés



Le monument aux morts a été tagué. ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 1 juil. 2026 à 6h52

Samedi 20 juin, des habitants ont signalé à la mairie de [Saint-Léger-du-Bourg-Denis](#), près de Rouen, **des actes de dégradation** visant plusieurs sites de la commune. **L'église, le monument aux morts ainsi que certaines sépultures** ont été tagués avec des inscriptions comportant les sigles « CGT » et « PS », suggérant un caractère politique.

« Ma première réaction, c'est l'incompréhension »

Face à ces événements, la maire de la commune, Sophie Boucquiaux, a exprimé son incompréhension : « Ma première réaction, c'est l'incompréhension. Je ne comprends pas et je n'ai pas de mots pour expliquer ces actes, ni le message des inscriptions. Je ne vois aucun lien entre ces acronymes et le monument aux morts, l'église et les sépultures. Pour moi, ce sont plus des incivilités ».



Une plainte a été déposée pour retrouver les auteurs. ©Le Bulletin

Après les constatations effectuées par la Police nationale, la mairie a porté plainte. Sophie Boucquiaux a précisé : « Maintenant, **la mairie va devoir nettoyer et payer**, sauf pour le monument aux morts où nous ne pouvons pas utiliser les produits classiques. Nous avons donc fait une déclaration à notre assurance pour faire intervenir une société. Je souhaite vraiment que les auteurs soient

identifiés, poursuivis et sanctionnés ».

Réaction de l'opposition

Ces actes ont également suscité des réactions sur les réseaux sociaux ainsi que de la part de l'opposition municipale. Thibault Heldebaune, élu du Rassemblement National, a qualifié ces dégradations d'« inadmissibles » : « Derrière ces monuments, il y a des familles. J'espère qu'on retrouvera les individus qui ont fait cela ».



Des slogans incompréhensibles selon la maire. ©Le Bulletin

L'élu d'opposition a également saisi l'occasion pour rappeler ses propositions en matière de sécurité : « Encore une fois, cela montre bien que même dans une commune comme Saint-Léger, il faut des caméras et une Police municipale. On s'est moqué de moi pendant la campagne des municipales lorsque je le déclarais ».

Des actes liés à la petite délinquance ?

L'élu a également commenté les slogans inscrits, qu'il a jugés « incompréhensibles », en avançant l'hypothèse d'actes liés à de la **petite délinquance** : « Je vois régulièrement, la nuit, des personnes alcoolisées au niveau de la mairie faire des barbecues et prendre du protoxyde d'azote. On retrouve les bouteilles vides. Donc, ces

dégradations peuvent être les conséquences de leurs amusements.
Attendons que l'enquête avance. Mais, je trouve cela honteux ».

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori
avec [Mon Actu](#).*

Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?

Romain Huynh

6-7 minutes

Les acteurs de la sécurité au Havre, que sont le maire, le commissaire divisionnaire, la sous-préfète et la procureure de la République se sont réunis lundi 29 juin 2026. L'objectif : faire le bilan de leur action en 2025 et évoquer les perspectives pour les mois à venir.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La police municipale doit voir ses moyens augmenter, avec la création d'un nouveau commissariat en ville haute. - Photo d'archives Paris Normandie



Par [Romain Huynh](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 20h31 Temps de lecture: 1 min

Édouard Philippe, maire du [Havre](#), a reçu lundi 29 juin 2026 la procureure de la République Soizic Guillaume, la sous-préfète Elsa Pépin et le commissaire divisionnaire Thibault Angé pour une séance plénière du comité local de sécurité, de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'objectif de cette réunion qui, habituellement, se tient en début d'année : dresser un état des lieux de la délinquance au Havre, et établir des priorités pour les mois à venir. Cette année 2026, les élections municipales de mars ont contraint la ville à décaler la réunion, pour des raisons liées à l'impartialité des services de l'État.

En hausse, les actions de lutte contre les stupéfiants

Au cours de l'année 2025, la délinquance générale a augmenté de 5,6 %, explique Thibault Angé. Une augmentation qui concerne surtout les atteintes aux biens, et singulièrement les escroqueries et cambriolages. L'escroquerie « au faux coursier », notamment, marque une tendance à la hausse au cours des derniers mois. Une infraction « *structurée en réseaux* » et qui appelle une « *réponse pénale rapide* », d'après la procureure de la République du Havre. De fait, les auteurs de ce type d'atteinte aux biens sont

[régulièrement jugés en comparution immédiate.](#)

Plus de 1500 amendes forfaitaires délictuelles pour consommation de stupéfiants

Le trafic de stupéfiants montre également des chiffres à la hausse, une augmentation qu'il faut mettre, d'après le commissaire divisionnaire, au crédit de l'activité des services de police. L'augmentation du nombre de contrôles et d'interpellation permet, en effet, de mettre au jour un plus grand nombre d'infractions. Ainsi, *« plus de 1500 amendes forfaitaires délictuelles ont été données pour consommation de stupéfiants. »* Le représentant de la police nationale note par ailleurs une *« mutation du trafic »*, avec *« moins de points de deal, mais plus de livraisons organisées par réseaux sociaux ou messageries cryptées »*. Elsa Pépin, quant à elle, salue la mise en œuvre des outils de la loi « Narco » de juin 2025, qui permettent notamment l'expulsion locative de personnes impliquées dans le trafic de stupéfiants dans leur immeuble.

Un nouveau commissariat de police municipale

Les atteintes aux personnes, elles, sont en baisse sur l'année 2025 par rapport à l'année précédente. *« Les violences intrafamiliales sont toujours à un niveau assez élevé, reconnaît Thibault Angé, en lien avec une logique de libération de la parole. »* L'ensemble des membres du CLSPD insistent, en la matière, sur l'importance du partenariat entre les services de police et justice, les associations, les bailleurs.

Pour ce qui est des perspectives, les acteurs de la sécurité au Havre confirment la création prochaine d'un groupe dédié à la lutte contre le vol de fret. Édouard Philippe a également rappelé ses engagements de campagne : le développement de la vidéo-verbalisation, la création d'un nouveau centre de supervision urbain et d'un commissariat de police municipale en ville haute, dans le quartier du Mont-Gaillard.

Lire aussi

[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre](#)

[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)

[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)

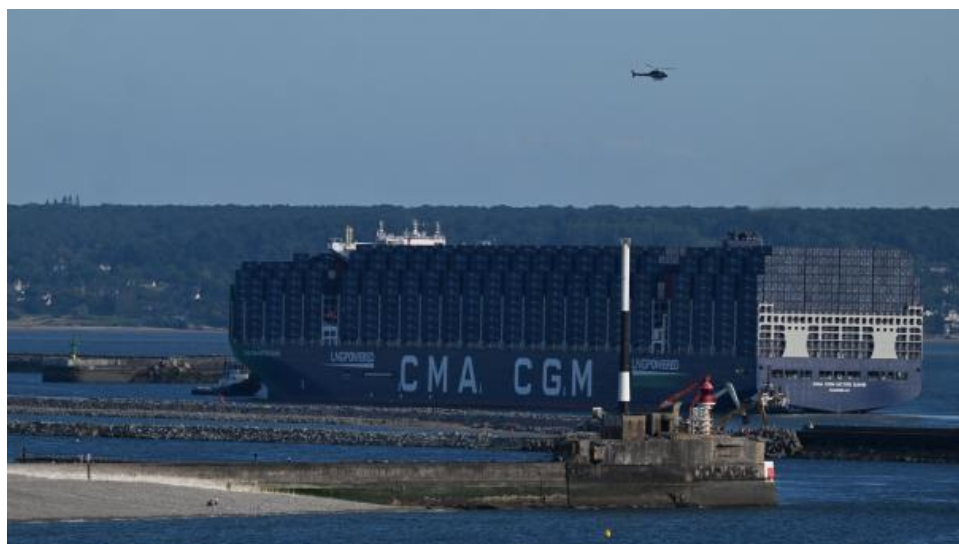
Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Le port du Havre et CMA CGM Notre Dame au cœur du commerce franco-asiatique](#)



[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs](#)

[solutions drones à l'aéroport du Havre](#)



[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)



[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)



[Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?](#)



[En Normandie, le groupe Mary automobiles passe la troisième...
décennie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

INFOGRAPHIE. Cambriolages, trafic de drogues, violences... Comment évolue la délinquance au Havre

Louise Boutard

5-6 minutes

Moins de violences physiques mais plus de cambriolages : voici les chiffres de l'évolution de la délinquance au Havre en 2025.

Sur le même thème

[Drogue](#)

[Justice](#)

[Police](#)

Article réservé aux abonnés



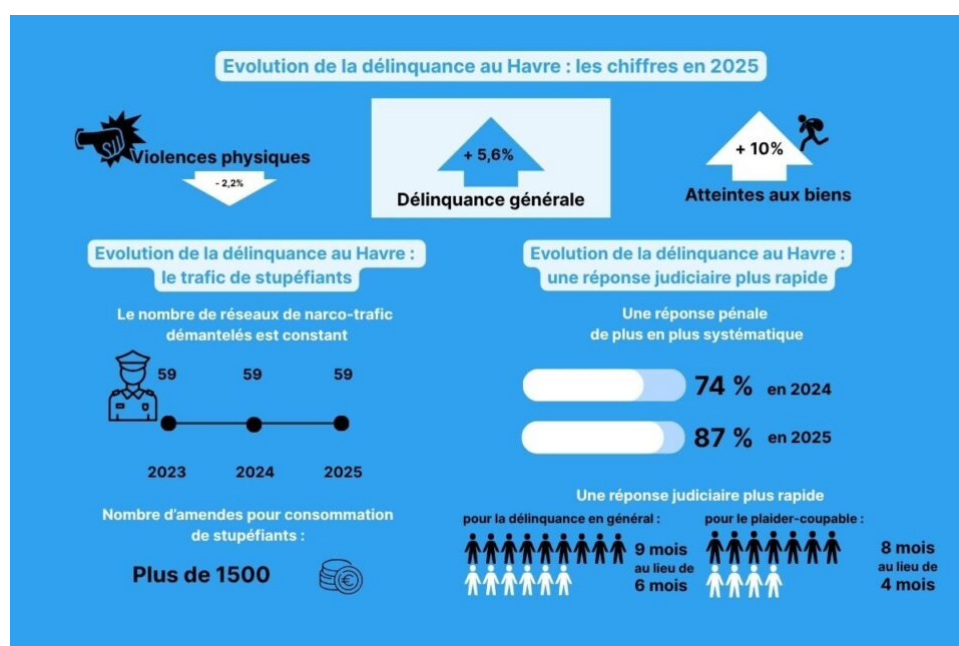
Les cambriolages étaient plus nombreux en 2025 au Havre
(©actu.fr/Archives)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 30 juin 2026 à 17h04

Une **hausse générale de la délinquance** mais (un peu) moins de violences physiques. C'est l'une des informations avancées par le

commissaire Thibaut Angé lors du bilan annuel de la délinquance [au Havre](#), en présence de la sous-préfète Elsa Pépin, du maire Édouard Philippe et de la procureure de la République Soizic Guillaume. Habituellement, ces chiffres sont donnés au mois de février, mais l'obligation de neutralité avant les élections municipales a repoussé **l'annonce des chiffres de 2025** au 29 juin 2026.

Moins de violences physiques, mais plus d'atteinte aux biens



Au Havre, la délinquance a progressé de 5,6 % en 2025 (©76actu)

Le commissaire Angé déclare une **augmentation de 5,6 % de la délinquance** générale sur Le Havre en 2025, [soit exactement la tendance inverse de celle annoncée pour 2024](#).

Les **violences physiques** sont en **légère baisse de 2,2 %**, ce qui porte la commune à une moyenne, comme l'ensemble de la Normandie d'ailleurs, toujours un peu plus haute que le niveau national. Cette catégorie compte notamment **les violences intrafamiliales**, parmi lesquelles les services de police, mais aussi judiciaires constatent une importante **libération de la parole** qui explique une évolution des chiffres.

Concernant les atteintes aux biens, c'est-à-dire le matériel, une **hausse de 10 % est constatée** au Havre, comme dans les autres villes de la circonscription. Les vols aux faux coursiers [ou faux conseillers bancaires](#) se multiplient, avec une hausse de 15 % des

escroqueries, qui touchent en particulier les seniors.

Mais cette hausse tient en particulier au nombre croissant de cambriolages. Toutefois, du fait des chiffres bas affichés depuis plusieurs années, le commissaire ne note « rien d'alarmant ».

Le trafic de drogue plus repéré

La police note **une hausse de 5 % de délinquance liée au narcotrafic**, mais cette hausse des chiffres serait due à la focalisation des services sur cette question précise. Plus de 1 500 amendes forfaitaires délictuelles pour consommation de stupéfiants ont été distribuées dans l'année et 59 réseaux démantelés. Précisément autant que les trois années précédentes.

La présence du trafic de drogues est moins visible qu'auparavant dans les lieux publics, car désormais beaucoup de relais et d'échanges se déroulent **en ligne, sur des réseaux sociaux et messageries cryptées**. « Ça ne nous empêche pas d'en démanteler toujours un nombre constant », affirme le commissaire.

Des alternatives aux poursuites

Côté justice, l'une des principales évolutions concerne la réponse pénale apportée. En 2025, ce ne sont plus 74 %, mais **87 % des infractions du quotidien qui ont reçu une réponse judiciaire**. Le délai est passé de 9/10 mois à 6 mois en moyenne pour une prise en charge.

« J'ai aussi augmenté la part de ce qu'on appelle les alternatives aux poursuites », détaille Soizic Guillaume, procureure de la République.

Cela permet d'apporter une réponse plus rapide à des infractions commises et qui offre un panel de sanctions qui est tout à fait intéressant. On peut mettre dans le cadre des compositions générales des amendes, du travail non rémunéré, c'est-à-dire le travail d'intérêt général ou ce qu'on appelle des contributions citoyennes.

« La contribution citoyenne, c'est obliger quelqu'un qui a commis une infraction [de basse intensité, encourant 5 ans de prison au maximum, NDLR] à donner une somme auprès d'une association habilitée du tribunal, type **Avre 76, la Maison des femmes, et**

maintenant le CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles). » En 2024, 13 000 euros avaient été récoltés au profit des associations, **en 2025, ce sont 58 000 euros.**

L'ensemble des acteurs soulignent l'importance du travail en collaboration entre les différents partenaires, et **la coopération qui existe au Havre** pour répondre à la délinquance comme dans le travail de prévention. « Si on prend un panel d'une dizaine de villes entre 110 000 et 180 000 habitants, on est plutôt sur une commune **où on est inférieur à la moyenne** », affirme le commissaire.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Trafic de cocaïne en famille au Tréport : les deux frères au cœur du système sont écroués

Arnaud Commun

7-9 minutes

Après l'incarcération de son frère en 2025, un Tréportais a assuré la relève dans un trafic de cocaïne, au Tréport. Leur mère et l'ex-amie du prisonnier ont contribué à blanchir de l'argent. Tous ont été condamnés à Dieppe en comparution immédiate le 26 juin 2026. Les deux frères sont écroués.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par [Arnaud Commun](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 19h27 Temps de lecture: 3 min

« *Oui je reconnais que je dirigeais un trafic depuis la prison* », confesse Geoffrey, Tréportais de 27 ans, jugé en comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Dieppe, le vendredi 26 juin 2026. Le jeune homme, par ailleurs toxicomane, est présenté comme la tête d'un réseau familial de produits stupéfiants, principalement de cocaïne, entre 2024 et 2026. Il est incarcéré depuis novembre 2025, dans le cadre d'une autre affaire.

Son emprisonnement a engendré une montée en grade de son frère Kévin, Tréportais de 24 ans, dans les transactions de drogue : « *Au départ, [je consommais de la cocaïne](#) le week-end, pour faire la fête. Puis je suis entré dans le trafic avec mon frère. Il m'a expliqué sa dette. Du coup j'ai vendu du stupéfiant.* »

Une nourrice

Émilie, Tréportaise de 33 ans, ex-amie de Geoffrey, est aussi escortée à la barre par des gendarmes de [la brigade du Tréport et du PSIG \(Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie\) de Dieppe, à l'issue de trois jours de garde à vue, en présence de la brigade de recherches de Dieppe](#). Elle reconnaît avoir joué la nourrice : « *Le produit était conservé chez nous. Je savais que Geoffrey consommait à l'époque mais pas autant qu'aujourd'hui. Mi-février, il m'a demandé de récupérer de l'argent, et avec l'argent de faire des PCS.* »

Le système PCS permet de déposer de l'argent chez un buraliste. Le commerçant remet au client un ticket avec un code. Ce dernier autorise une autre personne, à qui il est communiqué, de retirer des espèces. En l'occurrence, le code était transmis en prison à Geoffrey. Il le remettait à des dealers écroués pour être alimenté en cocaïne.

Gros consommateur

Geoffrey affirme : « *Je dois un peu plus de 1200 €. Mais je préférais consommer que rembourser. Les tickets PCS je les utilisais pour consommer à l'intérieur de la prison.* » Ce n'est pas tout : « *Les*

virements, c'était aussi pour acheter des téléphones en prison. Ça coûte 700, 800, 900 € un téléphone en prison ! » C'est grâce à ces smartphones que le détenu continuait de gérer ses affaires, notamment avec son petit frère Kévin.

Dans le prétoire, les deux frères dépensent leur énergie pour tenter de sauver leur mère. Delphine, 46 ans, vit depuis cinq ans dans le Gers, où elle gère un hôtel-restaurant avec son mari. Elle a laissé à ses fils sa maison de la rue Ahmed-Ben-Salah, au Tréport. Problème, environ 15000 € ont transité ces derniers mois sur un compte ouvert à son nom, permettant de réaliser des paris sportifs et jeux en ligne.

« De la chance »

Son fils Geoffrey alimentait régulièrement le compte. Mais Delphine n'est pas une femme curieuse : *« Je ne me suis pas rendu compte de tout cet argent. Pour moi, c'était possible qu'il ait de la chance. Il y a en a qui ont de la chance. Moi j'ai déjà gagné au grattage 40000 € ! »*

Vous savez, quand on ne veut pas savoir, on ne se pose pas de question

Gwenaëlle Le Darz, Présidente du tribunal correctionnel de Dieppe
La femme reconnaît : *« Oui j'ai déjà fait des tickets PCS. Ou je reversais sur un autre compte, au nom d'un tiers, à la demande de Geoffrey. »* Accusée de blanchiment comme Émilie, elle assure qu'elle ne voyait pas le mal : *« C'était pour des amis d'école à lui. Pour moi, c'était de la solidarité. Je savais aussi qu'avec les PCS, il achetait des stupéfiants en prison. »*

La présidente Gwenaëlle Le Darz s'agace : *« Vous avez un fils, dont vous savez qu'il consomme et qu'il vend. Vous ne trouvez pas bizarre tous ces mouvements dans un contexte et un milieu liés aux stupéfiants ? »* « Pour moi, c'était un site de jeux », réplique la Gersoise d'adoption. *« Un site où il gagne tout le temps ? Vous savez, quand on ne veut pas savoir, on ne pose pas de question »*, enchaîne la juge. Delphine ne lâche pas l'affaire : *« Je ne posais pas de question, parce que je ne voyais pas le mal. »*

Incarcération immédiate

L'argumentaire de la maman ne convainc pas les juges, qui la condamnent à 6 mois de prison avec sursis. Émilie est sanctionnée par la même peine, aussi pour blanchiment dans le cadre d'un trafic de stupéfiants. Elles ressortent libres, contrairement aux deux frères.

Geoffrey Vandesteene est condamné à 3 ans de prison ferme avec mandat de dépôt, comme le demandait le vice-procureur, Michaël Bouraya. Kévin Vandesteene écope de 18 mois de prison dont 1 an ferme avec également incarcération immédiate. Dans le cadre des 6 mois de sursis probatoire, il devra se soigner, travailler ou se former. Les deux frères seront interdits de séjour au Tréport durant 5 ans, à leur sortie de prison. Toutes les parties ont 10 jours pour interjeter appel.

Lire aussi



[Notre sélection de sorties dans l'Eure et en Seine-Maritime pour le week-end du 4 juillet](#)





[Métropole de Rouen. Quatre amies vont marcher pendant 100 kilomètres pour la bonne cause](#)



[Escape game, visite du centre de formation... La centrale de Paluel dévoile ses animations d'été](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Le Tréport \(Seine-Maritime\) Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[Nombre de manèges, feux d'artifice... : 1res révélations sur les nouveautés de la foire d'été de Dieppe](#)



[Trafic de cocaïne en famille au Tréport : les deux frères au cœur du système sont écroués](#)



[Michel Bussi en dédicace à Dieppe : « Rencontrer le public recharge les batteries »](#)





[À Dieppe, les deux jeunes goélands prisonniers d'une ancienne boucherie... ont été libérés !](#)



[Appel à figurants pour une série Netflix à Varengeville-sur-Mer entre le 20 et 23 juillet !](#)



[Notre sélection de sorties dans l'Eure et en Seine-Maritime pour le week-end du 4 juillet](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Seine-Maritime : treize personnes interpellées dans un vaste coup de filet antidrogue à Lillebonne

La rédaction d'infoNormandie

~3 minutes

Une importante opération de police et de gendarmerie a conduit à l'interpellation de treize personnes, lundi 29 juin, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de stupéfiants centré sur le quartier du Clairval à Lillebonne. Des saisies de drogues, d'argent liquide et d'armes ont été réalisées.

Mardi 30 Juin 2026 - 17:45





Cette opération a mobilisé conjointement la gendarmerie et les service de police - Illustration

Mobilisant conjointement les services de la police nationale et de la gendarmerie, cette opération d'envergure s'est déroulée simultanément sur plusieurs sites. L'enquête vise un réseau de trafic de stupéfiants dont le principal point d'ancrage se situe dans le quartier du Clairval, à Lillebonne, mais dont les ramifications s'étendent sur l'ensemble de l'arrondissement du Havre, ainsi que dans le département de l'Eure.

Lors des perquisitions, les enquêteurs ont saisi environ 400 grammes de cannabis, 100 grammes de cocaïne, plus de 2 500 euros en numéraire ainsi que deux armes de poing.

Des gardes à vue pouvant durer jusqu'à 96 heures

Les treize personnes interpellées ont été placées en garde à vue. Dans ce type d'enquête liée au trafic de stupéfiants, cette mesure peut être prolongée jusqu'à 96 heures, conformément aux dispositions prévues par la loi.

Dans un communiqué, la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume, précise que cette opération s'inscrit dans le cadre du Groupe local de traitement de la délinquance (GLTD) « Clairval », mis en place en mars 2026. Ce dispositif a pour objectif de « *répondre aux problématiques de sécurité pouvant exister au sein du*

quartier et affectant les habitants », indique la magistrate.



A SAVOIR – Le GLTD, un dispositif ciblé

Le Groupe local de traitement de la délinquance (GLTD) réunit les services de l'État, les forces de sécurité, la justice et les collectivités locales afin de concentrer leurs actions sur un secteur confronté à une délinquance persistante. À Lillebonne, il cible depuis mars 2026 les trafics et les atteintes à la tranquillité publique dans le quartier du Clairval.

Lillebonne. Cannabis, cocaïne, armes de poing... un vaste trafic de drogue démantelé entre la Seine-Maritime et l'Eure

Gilles Anthoine

1-2 minutes

La gendarmerie et la police ont mené une vaste [opération antidrogue](#), lundi 29 juin au petit matin, dans le quartier Clairval de Lillebonne. Treize personnes ont été arrêtées dans le cadre d'un dossier de [trafic de stupéfiants](#) s'étendant sur l'ensemble de la région havraise et dans l'[Eure](#). Tous les interpellés ont été placés en garde à vue. S'agissant d'un dossier de trafic de stupéfiants, ces dernières peuvent durer jusqu'à 96 heures.

- **A lire aussi.** [Le Havre. 253kg de cocaïne saisis sur le port](#)

Stupéfiants, argent et armes saisis

Les perquisitions ont permis la découverte d'environ 400 grammes de cannabis, environ 100 grammes de cocaïne, plus de 2 500 euros en liquide et deux armes de poing.

Délinquance dans le quartier Clairval

Soizic Guillaume, la procureure du [Havre](#), indique que "cette action s'inscrit notamment dans le cadre du groupe local de traitement de la délinquance, dit du 'Clairval', installé depuis mars 2026, qui vise à répondre aux problématiques de sécurité pouvant exister au sein du quartier et affectant les habitants".

Étretat. Les sauveteurs veillent sur la plage

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Chaque été, la sécurité des baignades relève d'une organisation encadrée. Le maire est responsable de la surveillance sur le littoral de sa commune et exerce ses pouvoirs de police en matière de baignade dans la bande des 300 mètres. Entre Sainte-Adresse et Le Tréport, cette mission est assurée par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76), qui recrute, forme et déploie les équipes chargées de surveiller les plages durant toute la saison.

Un nouveau poste de secours

À Étretat, les équipes ont pris possession d'un nouveau poste de secours, installé après la destruction de l'ancien lors de la tempête Gorette en janvier. Aménagé dans un conteneur métallique dont l'esthétique ne fait pas l'unanimité et que beaucoup espèrent provisoire, il offre néanmoins de meilleures conditions de travail, notamment grâce à la présence d'une douche. La commune met à disposition les équipements nécessaires au fonctionnement quotidien (radios, mobilier, jumelles...), tandis que le SDIS fournit le matériel de secours et d'intervention.

Trois sapeurs-pompiers assurent la surveillance quotidienne, de 11 à 19 heures : un chef de poste expérimenté et deux sauveteurs. Tous sont titulaires du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) et de la qualification de surveillant de baignade et d'activités nautiques (SBAN), sans pour autant être maîtres-nageurs.

La flamme signale la baignade surveillée

"Notre rôle est de surveiller les baigneurs dans la zone balisée",

explique Eric, chef de poste. En début de semaine, le dispositif de balisage n'était pas totalement finalisé, ce qui n'a pas permis de hisser la flamme signalant une baignade surveillée. Les équipes ont néanmoins assuré une présence active sur la plage, entre prévention, rappel des règles, information sur les méduses et petits soins. *"Nous avons aussi dû intervenir face à des baigneurs emportés au large par un vent de terre, même si juridiquement, ce n'était pas une obligation"*, précise Euxane, sauveteuse

Chaque jour, la couleur de la flamme est définie par le chef de poste en fonction des conditions météorologiques. Les sauveteurs soulignent également la bonne coopération avec les agents de surveillance de la voie publique (ASVP), la police municipale, ainsi qu'avec le club de voile (VGE), qui peut intervenir en appui lorsque nécessaire.

Si le cadre d'Etretat est unanimement apprécié, le poste devient aussi un point de renseignements improvisé pour les visiteurs.

Toilettes, poubelles, accès à différents services : les demandes sont nombreuses, au point que l'idée d'un point d'information dédié sur le front de mer est évoquée. La saison estivale débute ainsi sous le signe de la vigilance, entre prévention et sécurité, sur un site parmi les plus fréquentés du littoral normand.

Lillebonne. Opération d'envergure : qu'ont trouvé la police et la gendarmerie ?

Ghislain Annetta

~2 minutes

Nous vous le révélions sur [Le Courrier Cauchois](#), police et gendarmerie ont frappé lundi 29 juin au matin dans le quartier du [Clairval à Lillebonne](#). Ce mardi 30 juin, Soizic Guillaume explique, dans un communiqué que cette "opération d'envergure" a permis "l'interpellation de 13 personnes dans le cadre d'un dossier de trafic de stupéfiants". La procureure de la République souligne que l'affaire s'étend au-delà de Lillebonne, sur l'ensemble du ressort du parquet du Havre et dans l'Eure.

Garde à vue

"Les perquisitions ont permis la découverte d'environ 400g de cannabis, environ 100g de cocaïne et plus de 2 500 euros en numéraire, outre deux armes de poing", précise la magistrate. "Les gardes à vue des mis en cause sont en cours. S'agissant d'un dossier de trafic de stupéfiants, ces gardes à vue peuvent durer au maximum 96 heures".

Groupe local de traitement

"Cette action s'inscrit notamment dans le cadre du groupe local de traitement de la délinquance, dit du Clairval, installé depuis mars 2026, qui vise à répondre aux problématiques de sécurité pouvant exister au sein du quartier et affectant les habitants", conclut-elle.

Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre

Suzelle Gaube

6-7 minutes

Mardi 30 juin 2026, plusieurs entreprises du monde du drone se sont donné rendez-vous à l'aéroport du Havre-Octeville. Et ce, à l'initiative de Normandie AeroEspace, avec son centre d'innovation drones (CIDN), basé au Havre. Le but : faire découvrir les différentes activités d'entreprises normandes spécialisées dans le pilotage de drones.





L'entreprise havraise Roav 7 a fait une démonstration de drone sur le tarmac de l'aéroport du Havre-Octeville, mardi 30 juin 2026. - Manon Barjou/Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 19h02 Temps de lecture: 2 min

Des drones survolent le tarmac de l'aéroport du Havre-Octeville. L'un d'eux a pour mission de survoler des sites sensibles. Un autre, imposant, doit faire des traces au sol. Un troisième transporte des prélèvements sanguins. La même société basée à Saint-Etienne-du-Rouvray détient un autre drone qui livre des défibrillateurs en urgence. Le temps d'une journée, l'aéroport du Havre-Octeville s'est transformé en base pour drones. Mardi 30 juin 2026, de nombreuses entreprises normandes ont répondu à l'appel au rassemblement à l'initiative de [Normandie AeroEspace](#) (NAE), qui existe depuis bientôt trente ans.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Faire du développement économique »





L'entreprise havraise Roav 7 a fait une démonstration de drone sur le tarmac de l'aéroport du Havre-Octeville, mardi 30 juin 2026. - Manon Barjou/Paris Normandie

Un cluster qui rassemble 185 membres, des professionnels de l'aéronautique et du spatial, de la défense et de la sécurité en Normandie : des entreprises, mais aussi des établissements d'enseignement, des laboratoires de recherche, quatre aéroports normands dont celui du Havre, la base aérienne militaire 105 à Évreux et la base navale à Cherbourg. *« L'objectif premier, c'est de faire du développement économique, c'est-à-dire créer de la richesse sur le territoire »*, explique, Philippe Eudeline, le président de NAE. Parmi ses réseaux structurés : le centre d'innovation drones Normandie (CIDN), basé à l'aéroport du Havre, qui a pour objectif de fédérer tous les acteurs dronistes, que ce soit des drones aériens, maritimes ou terrestres.

En contact avec de potentiels clients

C'est la première fois que le NAE organise un tel événement qui permet aux acteurs du monde professionnel du drone de se rencontrer. Mais pas seulement. Ces entreprises sont ainsi en contact direct avec de potentiels clients, et pas des moindres : Thalès, la Marine nationale, la [direction générale de l'aviation civile](#) (DGAC) ou encore le [centre français de recherche aérospatial](#) (Onera). Selon leur domaine d'activités, des membres de NAE montent un consortium répondant à un appel à projet d'une institution. *« On en a gagné quatre et donc on a le financement, ce qui permet aux entreprises de mettre en place leur technologie*, explique fièrement le président de NAE. *Ce qui représente 2,8 M€ qu'on est allé chercher. »* Il pense par exemple au projet Drinéa, un drone terrestre réalisé pour la Défense.

« Une visibilité »

La Défense n'est pas le seul domaine où le drone peut être utilisé. Il y a aussi le médical, l'événementiel ou encore l'inspection – la logistique – l'industrie. Une dernière série de thématiques dans laquelle évolue la société havraise [Roav7](#), qui a notamment pour mission de faire de la captation de données par drone. L'entreprise a fait une démonstration devant plusieurs dizaines d'acteurs pour montrer son savoir-faire. Une vitrine qui offre « *une visibilité* ».

Lire aussi

[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)

[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)

[Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre Octeville-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Le port du Havre et CMA CGM Notre Dame au cœur du commerce](#)

[franco-asiatique](#)



[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre](#)



[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)



[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)



[Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?](#)



[En Normandie, le groupe Mary automobiles passe la troisième... décennie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le dossier des caméras de vidéoprotection avance à Dieppe : une entreprise désignée pour les installer

Mathieu Te Morsche

4-5 minutes

Les élus du conseil municipal de Dieppe (Seine-Maritime) ont avancé sur le dossier de la vidéoprotection jeudi 25 juin 2026. Une entreprise a été retenue après l'appel d'offres.

Sur le même thème

[Insécurité](#)

[Police](#)

[Vidéoprotection](#)

Article réservé aux abonnés



La mesure d'installation de caméras de vidéoprotection n'a pas fait l'unanimité au sein de la majorité municipale à Dieppe (Seine-Maritime). ©Illustration actu Oise

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 30 juin 2026 à 18h02

Chaque candidat aux [élections municipales](#) de mars 2026 à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) avait son mot à dire sur le sujet. La [vidéoprotection](#) a beaucoup fait débat et ne fait **pas l'unanimité** dans les rangs de la majorité composée des élus **communistes, écologistes et insoumis**. Lors d'un conseil municipal en décembre 2025, la majorité avait annoncé le lancement d'un appel d'offres pour [installer 84 caméras de vidéoprotection](#) à Dieppe. Le sujet est revenu sur la table au cours du conseil municipal de ce jeudi 25 juin 2026.

L'opposition vote pour

Les élus ont voté pour l'attribution du marché à la société **Fourment Citeos SAS**. Au total, trois entreprises ont fait parvenir une offre dans les délais.

Le montant **maximum** de l'accord pour les bons de commande pour le déploiement et la maintenance de la vidéoprotection est fixé à **quatre millions d'euros** hors taxe sur deux ans.

Si les élus d'opposition ont salué le déploiement des caméras, ils ont été critiques sur certains aspects : « Nous ne sommes pas d'accord sur le choix de les acheter », déplore André Gautier, à la tête du groupe Dieppe qu'on aime !.

Lui est en faveur de la **location** : « Les évolutions technologiques sont rapides dans le domaine », avance l'élue de droite. Le maire Nicolas Langlois lui répond qu'avec la location, la Ville n'aurait pas eu le droit à des subventions du Département et de l'État, et que l'achat revient à un coût « beaucoup plus **inférieur** qu'à une location ».

L'extrême droite du [Rassemblement national](#) a également voté pour cette délibération, même si Antoine Labé suggère l'idée d'un **centre de supervision urbain**.

Trois oppositions

En revanche, trois élus de la majorité ont voté **contre** : « Aucune étude n'a démontré **l'efficacité** des caméras de vidéoprotection à grande échelle, souligne Marie-Odile Pousset. Le budget aurait pu être mieux utilisé. »

L'écologiste Frédéric Weisz, qui a voté pour, avoue que les caméras

« ne sont pas [sa] tasse de thé » mais estime qu'elles pourront éventuellement servir à la **propreté** urbaine. « Dans une société où beaucoup surfent sur la peur, il faut mettre en place des actions **rassurantes** », avance-t-il.

Flore Berlingen, élue de la majorité, émet un point de vigilance : « L'humain doit prévaloir dans la rue ou derrière les écrans. Il y a un risque de **dérive** de surveillance algorithmique », dit-elle.

« Ce sera de la **vigilance**, et non de la surveillance », assure Jean-Marie Yhuel, adjoint en charge de la sécurité et qui suit le dossier.

Si l'on s'en tient au calendrier communiqué lors du conseil municipal de décembre 2025, les premières nouvelles caméras devraient commencer à apparaître **dès cette année**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Sans eau froide depuis début 2026, des dizaines d'habitants en souffrance au Havre : « C'est une catastrophe ! »

Suzelle Gaube

8-10 minutes

À Caucriauville au Havre, des dizaines d'habitants n'ont plus d'eau froide dans leur logement depuis... début 2026. Une situation qui devient invivable pour ces propriétaires et locataires, d'autant plus avec la chaleur accablante de ces derniers jours.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Chez Joëlle, qui habite au 263 – 265 avenue du 8-Mai 1945 entre le 13e et le 15e étage au Havre, ce n'est que de l'eau chaude qui sort de ses robinets. - Photo Paris Normandie/Suzelle Gaube



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 12h01 Temps de lecture: 2 min

C'est en allant chez son opticien, au pied de son immeuble, qu'elle a pu récupérer quelques dizaines de litres d'eau froide. *« Et les employés sont gentiment venus me monter les bidons d'eau froide chez moi, au 15e étage »*, raconte-t-elle, reconnaissante. À 83 ans, Chantal s'est rendue dans cette boutique Iris Optique, située avenue du 8-Mai-1945 à Caucriauville au Havre, parce qu'elle avait un problème avec ses lunettes, samedi 27 juin 2026. Quelques jours auparavant, le professionnel apprend que des dizaines d'habitants de la tour Lafayette, située à quelques mètres de chez lui, sont en souffrance.

« Remplir des bidons d'eau chez leurs voisins »

Il décide alors de demander à qui veut de déposer des bidons et des bouteilles d'eau vides dans son commerce, pour pouvoir les remplir et en faire profiter ceux qui en ont besoin. Une information qui circule notamment sur les réseaux sociaux, le lunetier ayant posté un message sur Facebook, relayé notamment par le club de foot Havre Caucriauville Sportif, dont il est un partenaire. *« Depuis plusieurs semaines, des personnes âgées de notre quartier rencontrent de grandes difficultés d'accès à l'eau en raison des travaux à la tour Réservoir. Certains sont contraints de venir remplir*

des bidons d'eau chez leurs voisins pour pouvoir se laver, cuisinier ou effectuer des gestes du quotidien. En tant qu'opticien du quartier, nous souhaitons leur apporter un peu d'aide avant un retour à la normale (...)».

Le réservoir en rénovation



Richard part à la salle de sport pour profiter de la douche après sa séance. - Photo Paris Normandie/Suzelle Gaube

Et pour cause, des habitants de l'ensemble d'immeubles nommé Lafayette n'ont plus d'eau froide depuis le début de l'année 2026. La raison ? La rénovation du réservoir situé tout en haut de ladite [tour Réservoir](#). La communauté urbaine du Havre, propriétaire de ce réservoir qui alimente en eau froide près de 15 000 personnes, refait l'étanchéité qui date des années 1960, ainsi que les conduites d'alimentation du réservoir. Des travaux qui ont commencé en janvier 2026 après l'avoir vidé. Jusqu'en octobre, l'eau provient d'un autre réservoir d'eau, un peu plus éloigné. Des travaux que la CU réalise en profitant de la rénovation complète de la tour Réservoir par Logeo.

Pour la vaisselle ? « Je clapote, comme dans le temps »





À Caucriauville au Havre, l'ensemble Lafayette (en second plan) est situé à proximité de la Tour réservoir en rénovation (à droite). - Paris Normandie/Suzelle Gaube

L'initiative de l'opticien est saluée par les habitants privés d'eau. Même si elle ne règle pas la situation. Aux 263 et 265 avenue du 8-Mai-1945, les habitants qui logent entre le 13e et le 15e étage sont impactés. Ceux entre le 16e et le 18e ne le sont pas, affirme le syndic Cytia, des surpresseurs étant installés depuis des années pour ces étages-là. Entre le 13e et le 15e, on peut aussi croiser Mireille 87 ans, voisine de palier de Chantal. *« On fait couler de l'eau chaude, on attend qu'elle refroidisse, et on se lave au baquet. Deux fois, je suis montée chez une amie qui m'a proposé d'aller chez elle pour prendre une douche. Quand je vais chez ma fille à Rouen, j'en profite pour prendre une douche. »*

« Je suis dégoûtée, j'ai acheté l'appartement il y a un an... »

Sans parler de la chaleur accablante de ces derniers jours : *« Mireille vient chez moi, on met les ventilateurs en route. Mais ça a été très difficile »,* ne cache pas l'octogénaire. Pour leur autre voisine de palier aussi, absente de son domicile lundi 29 juin 2026 : *« Elle a été hospitalisée, déshydratée. Elle l'avait déjà été la semaine dernière. »* Au 14e étage, la situation est la même pour Richard, locataire qui vit avec sa compagne et leur fille de 16 ans. Lundi 29 juin 2026, il sort de chez lui en tenue de sport avec un sac : *« Pour la douche, on a pris l'habitude d'aller à la salle de sport... »*

Joëlle, 44 ans, une aide-soignante qui fait les quarts, est obligée d'attendre au moins jusqu'à 23h – minuit pour se laver avec un filet d'eau froide : *« En début de nuit et très tôt le matin, il y a un tout*

petit peu d'eau froide. Mais mon fils de 11 ans ne se lave pas à cette heure-ci... je verse de l'eau chaude et j'attends qu'elle refroidisse. (...) Je suis dégoûtée, j'ai acheté l'appartement... C'est la catastrophe ! »

« On va dans la famille prendre des douches »

« Très agacés », Sylvaine et Fabien, qui comptaient vendre leur logement, sont aussi dans la panade avec leurs deux garçons en bas âge. Dont un qui a des problèmes de peau. *« On va tous les jours dans de la famille pour qu'ils prennent leur douche : à Gonfreville-l'Orcher, Harfleur, Montivilliers... »* Les autres problèmes ? Les machines à laver le linge et la vaisselle qui ne peuvent quasiment pas fonctionner. Mais aussi les toilettes.

Selon la communauté urbaine du Havre, chargée de la compétence eau : *« Les adresses qui rencontrent des problèmes similaires sur les installations internes privées sont aux 157, 199, 263 et 265 rue du 8 mai 1945 et aux 27 et 69 rue Jules-Vallès. À chaque fois, le même problème, à cause de suppresseur insuffisant »*. Une partie de ces adresses – Lafayette et Vauban – sont gérées par le syndic Cytia. Les habitants concernés en ont marre et estiment que Logeo, la communauté urbaine et Cytia se renvoient la balle. Ils espèrent un retour à la normale très rapide et qu'il y ait un geste du syndic pour ne pas avoir à payer une somme astronomique d'eau chaude...

Lire aussi

[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre](#)

[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)

[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Le port du Havre et CMA CGM Notre Dame au cœur du commerce franco-asiatique](#)



[Défense, industrie, médical... des entreprises présentent leurs solutions drones à l'aéroport du Havre](#)



[Une performance chorégraphique inédite aux Jardins d'Étretat pour Normandie Impressionniste 2026](#)



[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)



[Au Havre, quelles sont les priorités dans la lutte contre la délinquance ?](#)





[En Normandie, le groupe Mary automobiles passe la troisième...
décennie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen

Rafael Dufour

6-7 minutes

À Oissel, douze maisons autonomes seront livrées fin 2026 pour accueillir des personnes âgées ou à mobilité réduite, avec un accès facilité aux services de l'Ehpad voisin.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les résidents qui le souhaitent pourront bénéficier de plateaux-repas servis à domicile par les auxiliaires de l'Ehpad Le Quesnot. - Ehpad Le Quesnot



Par Rafael Dufour

Publié: 1 Juillet 2026 à 08h55 Temps de lecture: 1 min

Un nouveau chapitre dans l'insertion sociale des personnes âgées s'ouvre à [Oissel](#). Douze maisons, spécialement pensées pour des personnes autonomes mais ayant besoin d'un lieu d'habitation adapté, sont en cours de construction derrière l'Ehpad Le Quesnot.

Celles-ci sont destinées aux personnes âgées d'au moins 60 ans, ainsi qu'aux personnes à mobilité réduite, disposant de faibles revenus. La fin des travaux est estimée entre les mois d'octobre et de novembre 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Né au début des années 2010 au sein du conseil d'administration de la fondation Lamauve, le projet répond à une ambition : mettre à profit le terrain vacant de l'Ehpad Le Quesnot pour faciliter le quotidien d'une population osseliennne vieillissante.

Des maisons adaptées, proches du centre-ville

Quel est le public visé ? « *Ce sont des personnes âgées qui habitent loin du centre-ville* », explique Pauline Nouma, directrice de l'Ehpad Le Quesnot, à Paris Normandie.

Et d'ajouter : « *Celui-ci concentre tous les services, mais il est très mal*

desservi par les transports en commun. Les personnes âgées ont du mal à se déplacer pour faire les courses depuis chez eux. Les Maisons du Quesnot apportent cette proximité. Elles seront situées à un kilomètre du centre-ville. »

{ Aujourd'hui, on voit que les personnes préfèrent plus rester chez eux qu'aller en Ehpad. Il reste encore cette peur d'y aller.

Pauline Nouma, Directrice de l'Ehpad Le Quesnot

Une fois les travaux terminés, les maisons individuelles de 50 mètres carrés auront tout d'habitations classiques. Elles seront équipées d'une chambre avec un lit double, un salon, une cuisine aménagée, une salle de bains, un jardin extérieur ainsi qu'un parking à vélo et voiture.

Le loyer mensuel sera fixé entre 650 et 700 euros. Le projet est entièrement financé par la Fondation Lamauve, avec un coût des travaux estimé à plus d'un million d'euros.



Les Maisons du Quesnot ressembleront en tout point à des maisons classiques. - Fondation Lamauve

Un lien direct avec l'Ehpad voisin

Les personnes logeant dans Les Maisons du Quesnot pourront bénéficier, si elles le souhaitent, de services dispensés par l'Ehpad voisin. Elles pourront, par exemple, se faire apporter des plateaux-repas, profiter des animations de l'établissement ou même d'un service de ménage. Ces services seront facturés à la prestation, aux résidents qui le demandent.

« C'est une transition entre le domicile et l'Ehpad, explique Pauline Nouma. Aujourd'hui, on voit que les personnes préfèrent plus rester

chez eux qu'aller en Ehpad. Il reste encore cette peur d'y aller. Si ces personnes décident un jour d'intégrer notre établissement, elles ne seront pas complètement déracinées. Elles auront déjà des liens avec les personnes qui y travaillent. »

Les habitants de la résidence autonomie qui souhaitent rejoindre l'Ehpad seront prioritaires sur les listes d'attente.

La traditionnelle pose de première pierre a eu lieu le mardi 30 juin 2026, à 17 h.

Lire aussi



[La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen](#)



[Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?](#)



[Dans la Métropole de Rouen, les musées deviennent entièrement gratuits pour les parents solos](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Oissel \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen



La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen



Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?





[« Ça fait 8 à 10 cm de haut » : un mystérieux objet dangereux intrigue ce village près de Rouen](#)



[Dans la Métropole de Rouen, les musées deviennent entièrement gratuits pour les parents solos](#)



[Comment la Ville de Rouen va relancer sa lutte contre les dépôts sauvages de déchets ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

"Un projet absurde" : élus et associations écologistes expriment leur opposition au projet DÉZIR

6-8 minutes

Plusieurs manifestants se sont rassemblés devant le pavillon des Transitions en marge du Conseil de la métropole de Rouen © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le mardi 30 juin 2026 à 7:31

Publié le mardi 30 juin 2026 à 7:31

Les élus écologistes ont fait part lundi 29 juin de leur opposition au projet DEZIR, un projet d'usine de production de carburant décarboné pour l'aviation, qui doit voir le jour à Petit-Couronne. Ils ont reçu l'appui de plusieurs manifestants, en marge du Conseil métropolitain.

Une quinzaine de personnes ont manifesté lundi 29 juin 2026 devant le pavillon des Transitions, à Rouen, où se tenait le Conseil métropolitain. Ils voulaient faire entendre leur opposition au projet DEZIR, un projet d'usine de fabrication de carburant de synthèse pour l'aviation porté par l'entreprise [Verso Energy](#), qui doit voir le jour à Petit-Couronne. Le Conseil métropolitain devait **voter une délibération** pour lancer une concertation sur une modification du PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal), visant à permettre l'installation de l'usine DEZIR à Petit-Couronne.

250 emplois à la clef

L'usine, qui doit s'implanter sur le site jadis convoité par Amazon, doit produire du kérosène pour les avions grâce à de l'hydrogène obtenu avec de l'eau qui a subi un processus chimique par électrolyse, et à du CO2 issu de l'usine BEA d'Alizay. Pour le porteur du projet, Verso Energy, c'est un moyen de **produire du carburant**

sans pétrole. C'est le principal levier, dit-il, pour décarboner le transport aérien. L'objectif, c'est de lancer la construction de l'usine en 2027 pour une mise en service en 2030. À la clef : 250 emplois directs et indirects.

Et si Verso Energy a choisi Rouen, c'est pour sa position stratégique sur l'axe Seine, entre Le Havre et Paris, pour son savoir-faire industriel

et pour les **infrastructures électriques de grandes capacités** dont dispose la zone industrielle. Car pour fonctionner et produire 80.000 tonnes de carburant synthétique par an, l'usine aura besoin de trois térawattheures d'électricité. *"En France, nous sommes dans une situation de surcapacité en électricité, ce qui pose d'ailleurs un certain nombre de problèmes"*, veut croire le directeur général de Verso Energy Antoine Huard.

"La France exporte aujourd'hui un quart de sa production d'électricité, souvent à des prix très bas, voire des prix négatifs. Trois térawattheures d'électricité, c'est 3 % de ce que nous avons exporté l'année dernière. Il est préférable que cette électricité serve à produire du carburant chez nous, plutôt qu'à être exportée à prix très faible à nos voisins, tout en continuant à importer du carburant fossile."

La capacité électrique de la France insuffisante ?

Mais pour le co-président du groupe écologiste au Conseil de la Métropole, Cyrille Moreau, l'excédent actuel de la production électrique française sera **vite absorbé et dépassé** par l'électrification des usages. *"Juste pour les carburants d'aviation, pour respecter les règles de l'Europe à horizon 2050, il faudrait 21 réacteurs EPR 2. Mais le problème, c'est que l'État a promis d'en construire six. Pas 21. Et puis il faut financer tous les autres usages : voitures électriques, industries électriques, data-centers... Donc qu'est-ce qu'il va se passer ? On va créer des pénuries d'électricité."*

"Et qu'est-ce qui se passe quand il y a pénurie d'électricité ? Il y a augmentation du prix de l'électricité. Mais ce n'est pas tout. Il faut énormément d'eau pour faire fonctionner ces usines. Or, de l'eau, on en manque déjà. Donc on va demander à nos concitoyens de faire des efforts supplémentaires ? Aux agriculteurs de faire des efforts supplémentaires pour pouvoir financer ce type de process ? Sans

compter l'argent public investi. Verso Energy a déjà reçu 54 millions d'euros d'aides publiques. C'est de l'argent qui aurait pu permettre de financer la rénovation thermique d'une cinquantaine d'écoles. Voilà pourquoi nous sommes contre ce projet absurde."

- [Rouen](#)
- [Petit-Couronne](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

L'acteur et réalisateur Franck Dubosc est en Seine-Maritime cette semaine pour le tournage de son prochain film. Il sera à Sotteville-sur-Mer ce mercredi 1er juillet 2026.

Le 01/07/2026

Une incroyable collection de bijoux anciens est mise en vente aux enchères toute cette semaine à l'Hôtel des ventes de Dieppe. Plus de 1500 pièces de différentes époques qui appartenaient toutes à une même collectionneuse dieppoise, Jacqueline Jenner, décédée à Dieppe en 2023, à l'âge de 95 ans.

Le 01/07/2026

On revient sur l'incendie impressionnant de ce bateau de croisière à Honfleur

Le 30/06/2026

Des bâtiments en surchauffe, des cours sans ombre, pas de matériel de rafraîchissement : la semaine de canicule a été très

éprouvante fin juin dans les écoles. Les professeurs sont furieux du manque d'anticipation des pouvoirs publics et réclament des consignes claires pour les prochains épisodes.

Le 29/06/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Le projet Eastman devrait connaître une avancée majeure en cette année 2026. Le projet d'usine de recyclage moléculaire sur la zone industrielle de Port-Jérôme-sur-Seine est toujours en attente mais le Conseil d'Etat a débouté la requête de quatre associations écologistes début février.

Le 05/03/2026

- C'est un projet à 1 milliard d'euros du groupe américain Eastman : une usine de recyclage moléculaire du plastique, annoncée en 2022, à Port-Jérôme-sur-Seine. Qu'en est-il ? Le directeur d'Eastman France a fait le point sur ICI Normandie ce jeudi 5 mars.

Le 05/03/2026

- Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, était en visite ce lundi 18 juin au Havre. Il est venu inaugurer l'extension de l'usine Siemens Gamesa qui produit des mâts et pales d'éoliennes dans la cité Océane depuis 2022.

Le 16/06/2026

- L'usine Danone de la Ferrière-en-Bray en Seine-Maritime se spécialise dans la production de Skyr. Le groupe a annoncé, vendredi 17 avril 2026, l'investissement de 20 millions d'euros sur les deux sites normands et la relocalisation de 22.000 tonnes de produits d'ici 2027.

Le 20/04/2026

Près de Rouen. Un hommage est organisé pour l'ancien employé de l'hôpital du Rouvray qui s'est immolé sur le parking

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

Il s'est immolé sur le parking du Centre hospitalier du Rouvray, vendredi 19 juin. *"C'est avec une immense tristesse et une complète sidération que les anciens collègues de Pierre ont appris son décès par suicide"*, écrit la CGT de l'établissement dans un communiqué. Un hommage doit lui être rendu mardi 7 juillet à 14h, avec une minute de silence.

Le syndicat estime aussi que *"le fait qu'il soit revenu sur son site de travail mettre fin à ses jours dans un geste désespéré, ajoute une dimension extrêmement symbolique à ce drame. Le lieu où s'est produit ce geste définitif interroge nécessairement sur un lien fort avec les conditions de travail dans l'établissement"*.

- **A lire aussi.** [Rouen. "On ne négocie pas une peine sur un coin de table" : colère et mobilisation des avocats devant le palais de justice](#)

Des risques au travail sous-estimés ?

La CGT estime par ailleurs que les risques psycho-sociaux pour le personnel de l'hôpital psychiatrique sont sous-estimés. *"Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur les circonstances de cette tragédie au travers de l'ouverture d'une enquête conjointe de la formation spécialisées (ex CHSCT)"*.

Un hommage doit aussi être organisé prochainement par le collectif des blouses noires *"pour que cet acte ne reste ni dans l'oubli, ni dans le silence"*.

« Il faut éclaircir la situation » : des questions sans réponses après le suicide d'un ancien salarié du CH du Rouvray

Yann Rivallan

~4 minutes

Après le suicide brutal d'un ancien salarié du CH du Rouvray, la CGT demande de la clarté à la direction. Un hommage va être rendu dans les prochains jours par un collectif.

Sur le même thème

[CH du Rouvray](#)

[Droit des travailleurs](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Après le suicide brutal d'un ancien salarié du CH du Rouvray, des questions restent sans réponses. Un temps de recueillement est prévu jeudi 2 juillet 2026. (©FM/76actu/Archives)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 30 juin 2026 à 11h39

« On ne nous dit rien » ; « On n’a aucune information » ; « Tout est verrouillé ». Au [centre hospitalier du Rouvray](#) de Sotteville-lès-Rouen, [le suicide brutal d’un ancien salarié](#) laisse beaucoup de questions sans réponses, selon plusieurs sources internes interrogées par 76actu. Dans ce contexte tendu, **un hommage** devrait être rendu jeudi 2 juillet 2026. Dans le même temps, la CGT demande **de la clarté** à la direction : « Il faut éclaircir la situation. »

Le suicide d’un ancien salarié du CH du Rouvray interroge

Dans un communiqué, la CGT du centre hospitalier voit dans le geste de cet ancien salarié une « dimension extrêmement symbolique ».

Le lieu où s’est produit ce geste définitif interroge nécessairement sur un lien fort avec les conditions de travail dans l’établissement.

Un drame qui s’est produit dans un **contexte social particulièrement tendu**, selon le syndicat. D’après ses représentants au CHR, « les risques psychosociaux pour le personnel sont largement sous-estimés », à la fois par la direction de l’établissement mais aussi par les pouvoirs publics.

Interrogée à ce propos, la direction du Rouvray n’a pas encore répondu à nos questions. Quoi qu’il en soit, la CGT demande qu’une **enquête interne** de la formation spécialisée soit menée prochainement pour faire la lumière sur cette tragédie.

Un hommage avant « le temps des questions »

De son côté, [le collectif « Blouses Noires »](#), fondé en 2018 par des soignants du centre hospitalier, appelle à **un temps de recueillement**, jeudi 2 juillet à 12h, en mémoire de leur ancien collègue décédé.

Un temps de prise de parole sera organisé et une banderole sera mise à disposition du personnel pour offrir un hommage à leur ancien collègue.

Ensuite, « le temps des questions viendra et nous serons intransigeants », assurent les Blouses Noires dans leur communiqué. Mais pour l’heure, le collectif est au recueillement : « Être présents les uns pour les autres nous semble essentiel ».

Face au désespoir, il ne faut surtout pas rester seul. Des plateformes téléphoniques d'écoute comme le 3114 et des structures d'accueil existent partout sur le territoire normand pour aider les personnes les plus démunies. [Plus d'informations ici](#).

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Les enfants ne savent plus nager » : le cri d'alarme des profs d'EPS alors que les noyades se multiplient

Bertrand Fizel

3-4 minutes

« En France, 15 % des collégiens n'apprennent pas à nager parce qu'ils n'ont accès à aucune piscine. Soit il n'y en a tout simplement pas autour de chez eux, soit il n'y a aucun créneau disponible. C'est un scandale ! » Éric Joufret, professeur d'EPS au Havre ([Seine-Maritime](#)) et secrétaire du syndicat Snep-FSU de Normandie en veut aux autorités alors que [les noyades](#) se sont multipliées pendant [la récente période de canicule](#).

« Il ne s'agit pas de dire que tous ces faits sont dues à ce manque de moyens. Mais il y a forcément certains de ces drames qui auraient été évités si les victimes avaient su nager... Or [il manque au moins 1 000 piscines en France](#) ! Sans compter la faiblesse des moyens humains. On surveille parfois 30 élèves avec des écarts de niveau considérables. »

« Une fracture sociale »

Et à l'enseignant d'enfoncer le clou. « Il y a ceux qui savent déjà nager en sixième et ceux qui n'osent même pas approcher de l'eau. Dans ces conditions, c'est impossible de permettre aux moins avancés d'acquérir vraiment une sécurité dans l'eau. C'est inacceptable », poursuit-il.

Baptiste, l'un de ses collègues qui exerce dans la Manche surenchérit : « A la fin de la 6e, tous les élèves devraient normalement valider une attestation de savoir nager. Or... 30 % n'y arrivent pas ! Et il y a assez peu de chances qu'ils apprennent par la suite. Car, il y a évidemment une terrible fracture sociale. Quand vos parents ne savent eux-mêmes pas nager, il n'y a qu'avec l'école

que vous avez une chance d'y arriver ».



Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

Selon lui, au-delà de la sécurité, l'épanouissement personnel est en jeu. « Notre département compte près de 700 km de côtes ! Et ces enfants ne peuvent pas en profiter. Parce que se baigner ou pratiquer une activité nautique sans savoir nager, c'est forcément prendre un risque non négligeable... »

« Au bout de quelques mètres, je m'enfonce ou je prends la tasse »

En effet, rappellent ces enseignants, même savoir nager ne suffit pas toujours. « Ce n'est parce qu'on fait 50 ou 100 m en piscine sans problème qu'on est à l'abri. Souvent les situations dans lesquelles surviennent des noyades sont des situations où il faut savoir nager plus longtemps, parfois dans un courant qui nous surprend. Ça nécessite d'être assez aguerri. Et évidemment dans la plupart des cas, les élèves en sont très loin... », poursuit François, maître nageur à Cherbourg (Manche).

Une analyse qu'illustre Marie-Lou, 7 ans, qui fréquente pourtant régulièrement cette piscine normande. « Moi, à la piscine, je traverse facilement deux longueurs de bassin à la brasse, mais j'avoue que quand on va à la plage avec mes parents, je n'arrive pas à bien nager dans l'eau de mer. Au bout de quelques mètres, je m'enfonce ou je prends la tasse », sourit-elle.

Autant de constats qui laissent enfin Éric Joufret redouter les mois et les années à venir. « C'est un autre effet redoutable des canicules qui risquent de se répéter. Plus il fait chaud et plus on se rapproche des points d'eau, des lacs ou de la mer, y compris ceux qui ne savent pas nager. Et c'est évidemment là que le danger se niche ».

Rouen. Essentiels pour les plus vulnérables, ils se sont mobilisés devant la préfecture

Paul Gaudin

5-6 minutes

En France, ils accompagnent plus de 160 000 personnes protégées : les mandataires judiciaires se sont mobilisés mardi 30 juin 2026. Exemple en Seine-Maritime où une manifestation était organisée à Rouen.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par Paul Gaudin

Publié: 30 Juin 2026 à 17h26 Temps de lecture: 1 min

Ils n'étaient que dix devant la préfecture de la Seine-Maritime, à Rouen, mardi 30 juin. Cela peut paraître peu, mais ces dix mandataires judiciaires indépendants représentent plus d'un tiers de la profession dans le département. Ils sont venus faire entendre la voix d'une profession méconnue du grand public, mais essentielle pour accompagner les plus fragiles. [À Rouen](#) comme à Évreux, ils réclamaient ce jeudi une revalorisation de leur rémunération, gelée depuis 2014.

Déplacements compliqués

Pour Fanny, mandataire depuis six ans, ce métier est une passion. *« Ce que j'aime surtout, c'est la proximité avec les personnes. On crée un lien fort. »* C'est justement ce lien qu'elle craint de voir disparaître. *« Aujourd'hui, on est obligés de faire attention à nos déplacements avec [le prix de l'essence](#). Pourtant, aller voir les personnes à leur domicile est indispensable. »*

Les visites chez des personnes, qu'elles souffrent de la maladie d'Alzheimer ou qu'elles soient sous tutelle par exemple, représentent une grande partie de leur quotidien. Une présence humaine qui a un coût. *« Le coût de référence est fixé à 142,95 euros par personne et par mois »,* explique Fanny, qui suit, à elle seule, environ une soixantaine de personnes par an. Les mandataires demandent que la rémunération soit portée à 150 euros. *« Cette hausse est devenue presque indispensable avec l'augmentation des charges ».*

« Les besoins ne diminuent pas »

Car les 142,95 euros ne tombent pas intégralement dans la poche du mandataire : *« Dessus, on paie l'essence, les factures, l'Urssaf, les logiciels métiers..., ça nous revient rapidement cher. »*

Delphine, elle, exerce ce métier depuis vingt-neuf ans. Elle rappelle que les majeurs protégés ne sont [pas uniquement des personnes](#)

âgées. « J'accompagne des accidentés de la vie, des personnes malades, des personnes sans domicile fixe ou encore d'anciens mineurs de l'aide sociale à l'enfance. » Au fil des années, elle a vu les charges augmenter alors que leur rémunération restait la même. « C'est de plus en plus compliqué de maintenir le même niveau d'accompagnement. Pourtant, les besoins, eux, ne diminuent pas. »

Les mandataires espèrent que leur mobilisation permettra enfin de faire connaître leur métier discret mais indispensable pour la protection des personnes les plus fragiles.

Lire aussi



« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen



[La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen](#)



[Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\) Eure Seine-Maritime Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen



La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen



Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?





[« Ça fait 8 à 10 cm de haut » : un mystérieux objet dangereux intrigue ce village près de Rouen](#)



[Dans la Métropole de Rouen, les musées deviennent entièrement gratuits pour les parents solos](#)



[Comment la Ville de Rouen va relancer sa lutte contre les dépôts sauvages de déchets ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Ça fait 8 à 10 cm de haut » : un mystérieux objet dangereux intrigue ce village près de Rouen

Sylvain Auffret

~2 minutes

« Ça fait 8 à 10 cm de haut, c'est gros comme une petite canette de soda. Ça fait un demi-kilo sans problème. » L'objet ayant été emmené par le service de déminage de la sécurité civile, Nicolas Amice, maire de [Saint-Pierre-de-Manneville](#), n'a plus que des mots, et des photos, pour évoquer l'objet découvert sur sa commune quelques jours avant le 21 juin.

« C'est un voisin qui a voulu poser une clôture entre son terrain et un [terrain municipal](#). En creusant à environ 30 cm dans le sol, il est tombé sur un objet métallique cylindrique plus ou moins rouillé et coiffé d'un cercle métallique gris. Il a demandé à ChatGPT qui a dit « attention ça peut être un élément explosif. »

<https://www.facebook.com/groups/283994739472025/posts/1715542116317273/>

« On ne sait toujours pas ce que c'est »

La gendarmerie est alertée : *« un gendarme a dit que ça pouvait être une grenade de 14-18, un autre une mine. »* En attendant sa récupération par le service de déminage lors d'une de ses tournées, *« on l'a enfermé dans un endroit caché, on a mis de la rubalise autour, sans l'ébruiter parce que je ne voulais pas que ça attire des curieux, ou des enfants ».*

Dans le doute, la Fête de la musique a aussi été décalée à proximité de la mairie au lieu du terrain initial. *« On ne sait jamais, avec les vibrations ça peut déclencher l'explosion et s'il y a du monde autour... »*, explique l'élus, qui n'a révélé les dessous du

déménagement à ses administrés que le lundi 29 juin.

L'hôpital de Gisors placé sous tutelle par l'ARS sur fond de graves difficultés financières

Paris Normandie

7-8 minutes

Confronté à une situation financière jugée très dégradée, le centre hospitalier de Gisors sera placé sous administration provisoire à compter du 1er juillet 2026 a annoncé l'ARS Normandie.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Confronté à une situation financière jugée très dégradée, le centre hospitalier de Gisors est placé sous administration provisoire à compter du 1er juillet 2026.



Par la rédaction

Publié: 30 Juin 2026 à 16h53 Temps de lecture: 1 min

Le centre hospitalier de Gisors franchit une nouvelle étape dans la gestion de ses difficultés financières. Dans un communiqué diffusé mardi 30 juin 2026, l'Agence régionale de santé (ARS) Normandie annonce la mise sous administration provisoire de l'établissement à compter du mercredi 1er juillet.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Cette décision vise, selon l'ARS, à « donner à l'établissement les moyens de conduire les transformations nécessaires à son redressement et de sécuriser son avenir au sein de l'offre de soins du territoire ».

Alexandre Aubert nommé administrateur provisoire

L'ARS explique que cette décision intervient après « *plusieurs années d'accompagnement* » et malgré les dispositifs de soutien engagés. L'agence rappelle avoir accordé 9,4 millions d'euros d'aides financières au cours des trois dernières années.

Malgré cela, elle estime que l'hôpital fait face à des « *déséquilibres financiers* » persistants, marqués par une aggravation du déficit, un endettement croissant et l'absence d'une trajectoire de

redressement jugée crédible.

Pour piloter cette phase de redressement, l'ARS a désigné Alexandre Aubert, ancien directeur du centre hospitalier de Pontoise, comme administrateur provisoire. Il aura pour mission de conduire les transformations nécessaires en lien avec les professionnels de santé, les élus locaux et les partenaires du territoire.

Un conseil de surveillance extraordinaire le 1er juillet

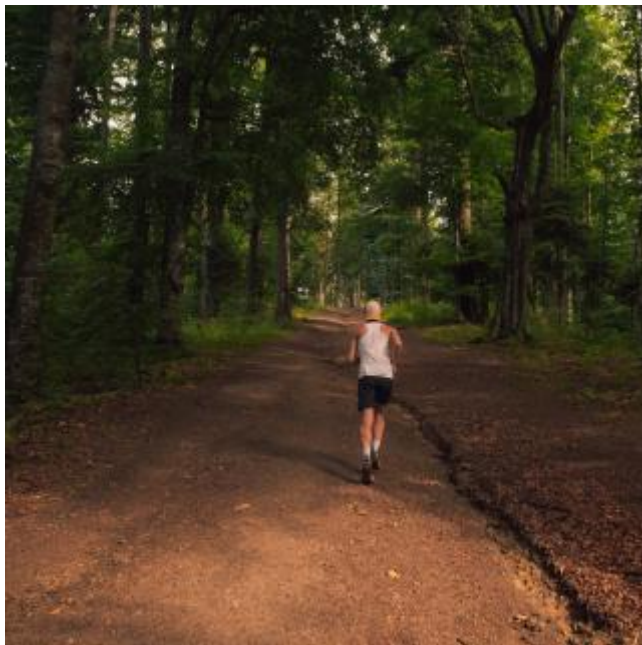
L'agence insiste sur le fait que cette mesure doit permettre de poursuivre plusieurs projets structurants déjà engagés. Elle cite notamment la rénovation complète du service des urgences, le déploiement d'un IRM ainsi que la construction d'un nouvel Ehpad, présenté comme un projet essentiel pour améliorer les conditions d'accueil des résidents et de travail des professionnels.

L'ARS Normandie affirme enfin que cette administration provisoire a pour objectif de « *conforter durablement la place du [Centre hospitalier de Gisors](#) dans l'accès aux soins de proximité* » et d'assurer la poursuite de ses missions auprès de la population. Un conseil de surveillance extraordinaire est prévu le 1er juillet afin de présenter officiellement le nouvel administrateur provisoire et d'échanger sur les modalités de cette mesure.

Lire aussi



[À Gaillon, les Estivales 2026 reviennent avec concerts, danse et karaoké](#)



[Trail annulé aux Andelys : pourquoi Frédéric Duché rejette les accusations de mensonge](#)



[Guide 2026 des bonnes tables de l'Eure : 100 adresses gourmandes à découvrir](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gisors \(Eure\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Vernon](#)



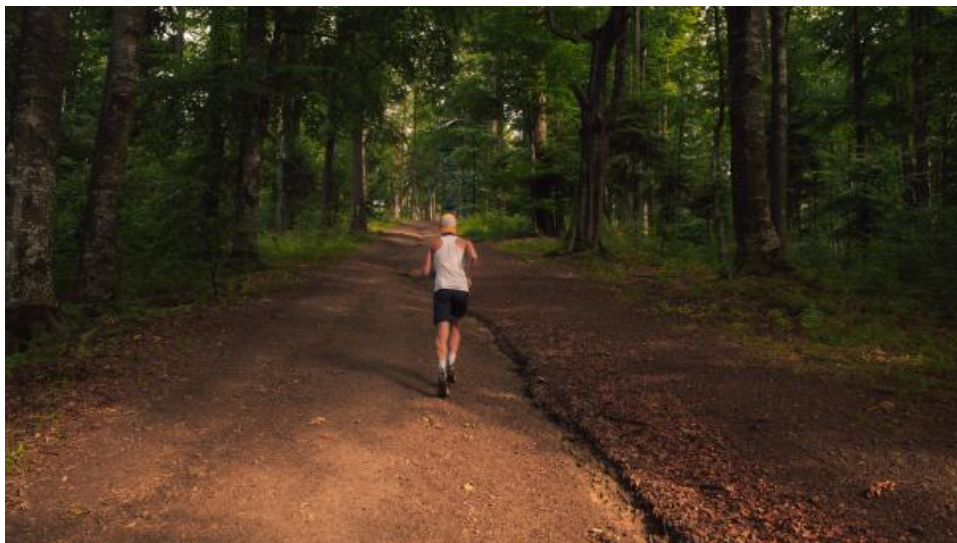
[À Gaillon, les Estivales 2026 reviennent avec concerts, danse et karaoké](#)



[Projet Hermès sur le site Holophane : point d'étape au conseil d'agglomération](#)



[L'hôpital de Gisors placé sous tutelle par l'ARS sur fond de graves difficultés financières](#)



[Trail annulé aux Andelys : pourquoi Frédéric Duché rejette les accusations de mensonge](#)



[Guide 2026 des bonnes tables de l'Eure : 100 adresses gourmandes à découvrir](#)





[Notre sélection de sorties dans l'Eure et en Seine-Maritime pour le week-end du 4 juillet](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

[Retour en haut du site](#) [Région](#) [Rouen](#) [Le Havre](#) [Évreux](#) [Dieppe](#)
[Fécamp](#) [Vernon](#) [Louviers](#) [Yvetot](#) [Bernay](#) [Bolbec](#) [Pont-Audemer](#)
[Elbeuf](#) [Lillebonne](#) [Neufchâtel-en-Bray](#) [Deauville et sa région](#) [Caen](#)
[Faits divers](#) [France](#) [Monde](#) [Pratique](#) [Emploi](#) [Immobilier](#) [Sports](#)
[Loisirs](#) [Économie](#) [Politique](#) [Vidéos](#) [Agenda](#) [Index journalistes](#) [La](#)
[Voix du Nord](#) [L'Union](#) [Le Courrier picard](#) [L'Aisne nouvelle](#) [L'Est Eclair](#)
[L'Ardennais](#) [Nord Littoral](#) [Le Messenger](#) [Le Soir](#) [Sud Info](#)

Canicule. Port-Jérôme-sur-Seine tire les leçons d'une semaine sous haute surveillance

Cédric Thomire

3-4 minutes

Lundi 29 juin, en fin de matinée, le plan communal de sauvegarde (PCS) déclenché pour faire face à la canicule a été levé. Une semaine après son activation, le lundi 22 juin en fin d'après-midi, dès que les élus ont appris que la Seine-Maritime passerait en vigilance rouge canicule.

"Le PCS nous a permis d'entrer en mode gestion de crise et d'être plus efficaces, explique Hélène Briffault, maire déléguée de Notre-Dame-de-Gravenchon. Les services de la mairie se sont réunis chaque jour pour faire le point sur les actions menées, remonter les problèmes et échanger sur les points de vigilance. Une façon de travailler très efficace entre agents, chefs de service et élus pour que chacun dispose du même niveau d'information."

Des habitants rassurés par l'appel

La commune a choisi de maintenir les écoles ouvertes pour ne pas pénaliser les parents qui travaillent. Des ventilateurs ont été achetés et des repas froids proposés aux élèves. Toute la semaine, une dizaine de personnes - agents municipaux, jeunes en service civique, membres de la réserve communale et Hélène Briffault elle-même - ont appelé les habitants inscrits sur le registre des personnes vulnérables.

A chaque appel, après s'être présentées et avoir vérifié que tout allait bien, elles rappelaient les gestes essentiels : s'hydrater régulièrement, fermer les volets, éviter les sorties non essentielles. *"Nous avons pu constater que les habitants contactés avaient de bons comportements. Personne n'était en difficulté. La plupart*

appréciaient d'avoir cet échange téléphonique et remerciaient la commune. Ils étaient rassurés qu'elle prenne de leurs nouvelles", commente la maire déléguée.

"Il va falloir s'adapter"

Port-Jérôme-sur-Seine a aussi avancé les horaires des agents des services techniques, qui commençaient leur journée à 6 heures au lieu de 8 heures, pour limiter l'exposition à la chaleur. Pour le personnel administratif, le télétravail a été privilégié, tout comme l'occupation des bureaux non exposés au soleil. Des brumisateurs ont été distribués à tous les agents assurant l'accueil du public, contraints de travailler à l'hôtel de ville. *"Nous avons renforcé nos mesures jeudi après-midi, alors que les températures montaient encore d'un cran : nous avons fermé la ludothèque, l'artothèque et la Micro-Folie. La Maison de l'enfance n'était ouverte que le matin."*

Pour Hélène Briffault, cet épisode conforte l'urgence de concrétiser plusieurs projets inscrits au programme municipal : végétaliser les cours d'école, poser des films solaires sur certaines vitres, identifier les zones les plus fraîches dans les différents bâtiments. *"Il va malheureusement falloir s'adapter, conclut-elle. Ce n'était pas la dernière canicule. Nous en aurons d'autres à affronter."*

Vers un retour de la canicule à Rouen et au Havre ? « Il y a tendance à envisager le pire après un tel épisode »

Julien Bouteiller

4-5 minutes

Un nouveau coup de chaud est annoncé dans les jours à venir, après la canicule de fin juin 2026. Qu'en disent les prévisionnistes météo pour Rouen et Le Havre ?

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Météo France](#)

[Vague de chaleur](#)



Rouen et Le Havre vont-elles subir un retour de la canicule dans les prochains jours ? (©JB/76actu/Archives)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 30 juin 2026 à 19h04

La [canicule](#) va-t-elle déferler de nouveau **sur Rouen et Le Havre** ?
Après l'épisode intense de fin juin 2026, [un nouveau coup de chaud](#)

[est attendu](#) dès le 3 juillet et pourrait s'intensifier dans les jours à venir. Une nouvelle semaine caniculaire est-elle à prévoir ? On fait le point sur **les prévisions en Seine-Maritime**.

Un retour de la canicule en Seine-Maritime ?

Alors que l'on respire enfin après plusieurs jours de chaleur intense, **les températures vont en effet remonter** dans les jours à venir. « À partir de jeudi, les conditions anticycloniques se renforcent et les températures amorcent une hausse sur le sud-ouest du pays. Cette hausse s'étend sur le reste du pays à partir de vendredi », annonce Météo France.

Pour le météorologiste Guillaume Séchet (créateur du site [meteo-villes.com](#)), « on s'attend à un retour en force de la chaleur, mais on ne sait pas si elle va persister ou si un courant d'ouest va l'atténuer », ce qui serait de bon augure pour Rouen et Le Havre. « Mais **tous les modèles sont unanimes** pour un épisode de chaleur. »

« On a souvent sous-estimé les dernières canicules »

Pour le moment, Météo France n'annonce « que » **30°C** de maximales en début de semaine prochaine à Rouen et au Havre, bien loin des températures records relevées fin juin.

Mais, prévient Guillaume Séchet, « **il y a des incertitudes** », notamment sur l'intensité et l'étendue de cet épisode.

Il y a tendance à imaginer le pire après un tel épisode caniculaire.
Mais on a aussi souvent sous-estimé les dernières canicules.

« La semaine prochaine, la configuration météorologique sur l'Europe est favorable à la poursuite de conditions anticycloniques et à une anomalie chaude significative concernant l'ensemble du pays. Cependant, il reste difficile, à cet horizon de prévision, d'être plus précis sur l'intensité des fortes chaleurs », tempère aussi Météo France.

« 40% de probabilité »

De son côté, le compte X local Météo 76 se montre lui aussi prudent. « En Seine-Maritime, il est aujourd'hui question de **40% de probabilité** qu'une vague de chaleur/canicule nous concerne. Cela

veut donc dire, qu'actuellement, il y a plus de chances qu'on ait simplement une hausse des températures qu'une chaleur extrême. Il est important de souligner que la probabilité était **de 2% il y a trois jours**, soit une augmentation considérable qui nécessite un suivi régulier. »

Et de rappeler qu'une canicule est difficile à confirmer trop en avance. « La canicule qu'on vient de vivre s'est officiellement affirmée deux jours avant, DEUX JOURS. Et là nous sommes à SEPT jours. »

Il faut donc se montrer prudent face aux prévisions catastrophistes, tout en anticipant une possible forte remontée des températures ces prochains jours.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Politique. Bastien Coriton bientôt contraint de quitter son fauteuil de maire de Rives-en-Seine ?

Ghislain Annetta

3-4 minutes

La loi sur le cumul des mandats est claire. Il est impossible d'être maire et parlementaire. Si, le 27 septembre prochain, il est élu sénateur, [Bastien Coriton](#) devra laisser son fauteuil de premier magistrat de Rives-en-Seine. *"J'ai un premier adjoint"*, glisse-t-il sur un sourire. Certes les jeux ne sont pas faits. Le Cauchois est, néanmoins, en position éligible. Il a été désigné tête de liste par les instances du [PS](#). La nouvelle a été confirmée lundi 29 juin à Elbeuf. Pour mener cette campagne, le Caudebecquais forme un duo avec la conseillère municipale havraise d'opposition et déléguée à la communauté urbaine, Florence Martin-Péréon. Mais c'est bien lui qui est le mieux placé pour briguer le siège de Didier Marie.

Didier Marie arrête

L'ancien président du Département, entre 2004 et 2014, clôt un mandat de 13 ans comme sénateur. *"Cela fait quarante ans que je suis dans la vie politique. J'ai été maire, président de communauté d'agglomération, député, etc. Il est temps de passer le relais à des gens dont je connais les compétences et l'expérience."* Il apporte *"tout son soutien dans cette bataille"* à la liste *"en cours de constitution"*. Lors du scrutin précédent, en 2020, les socialistes ont perdu une place au palais du Luxembourg. Si Didier Marie avait conservé la sienne, Nelly Tocqueville avait dû quitter le palais du Luxembourg. Elle avait alors comme assistant parlementaire un certain... Bastien Coriton.

- **A lire aussi.** [Terres-de-Caux. Onze délégués communaux élus avant les élections sénatoriales](#)

Une solide expérience de terrain

L'édile de [Rives-en-Seine](#) connaît donc bien la maison. Il peut s'appuyer sur une solide expérience de terrain. *"Cela fait 18 ans que je suis maire. Je siège dans des instances comme le Service départemental d'incendie et de secours et le Centre de gestion de la fonction publique. Je suis président de syndicat de bassin-versant et vice-président de Caux Seine agglo en charge de l'eau et de l'assainissement. J'occupe le poste de deuxième vice-président de l'association des maires de Seine-Maritime et j'ai intégré le comité directeur de l'association des maires de France",* détaille-t-il.

- **A lire aussi.** [Fécamp. Les délégués suppléants choisis pour les élections sénatoriales de septembre](#)

"Désormais, je me sens prêt à porter un certain nombre de sujets pour les collectivités"

Il avait refusé le siège de député en 2020. *"A l'époque, je n'avais pas terminé le travail mené pour la commune nouvelle de Rives-en-Seine. Il y avait contre elle un recours qui n'était pas purgé. Ce n'était pas le bon moment. Désormais, je me sens prêt à porter un certain nombre de sujets pour les collectivités",* justifie-t-il. Il va battre le terrain en compagnie de Florence Martin-Péréon qui, elle aussi, a une expérience à faire valoir. La Havraise a été vice-président du Département. Elle a travaillé dans l'industrie comme salariée et cheffe d'entreprise. Elle a été neuf ans présidente de l'association des femmes et familles en difficulté (AFFD).

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Un ancien maire du pays de Caux mène la liste Rassemblement national aux Sénatoriales](#)

Caux Seine aggro. Budget, dette, investissements : les chiffres clés à retenir

Cédric Thomire

3-4 minutes

Lors du [conseil communautaire du 23 juin](#), les élus de Caux Seine aggro ont approuvé les comptes financiers uniques (CFU) 2025 et le budget supplémentaire 2026. Le budget principal s'élève à 117,1 millions d'euros (M€) pour 2025 (101,9 M€ en fonctionnement, 15,2 M€ en investissement). Avec les budgets annexes (zones économiques, eau et assainissement, transports, centres aquatiques) qui pèsent 43,7 M€, le budget consolidé atteint 160,8 M€. L'agglomération a aussi voté 111 000 € de fonds de concours à neuf communes, pour des travaux de rénovation énergétique ou d'équipements publics.

Un endettement très faible

Présentant ces résultats, le vice-président aux finances Christophe Doré a salué des comptes qui *"témoignent d'une gestion rigoureuse et d'une capacité d'investissement préservée pour préparer l'avenir du territoire"*. L'agglomération met en avant un endettement très faible, avec un capital restant dû de 6,7 M€ et une capacité de désendettement de 0,97 an, contre une moyenne nationale habituellement bien supérieure pour ce type de collectivité. Les résultats reportés au budget principal s'élèvent à 24,3 M€, de quoi financer, selon l'agglomération, les prochains investissements, notamment dans la politique de l'eau - plusieurs usines d'ultrafiltration seront à construire.

Lire aussi : [Bolbec. Cité du textile : faut-il croire en ce projet ?](#)

Un excédent d'investissement en chute

Une lecture que ne partage pas Douglas Potier. Le conseiller communautaire RN pointe une dégradation des finances qui contredit, selon lui, le discours de la majorité. Il relève que l'excédent d'investissement cumulé est passé de 22,3 millions d'euros fin 2024 à moins de 12 millions fin 2025. Il dénonce aussi une fiscalité en hausse, citant *"un versement mobilité acquitté par les entreprises de 400 000 €, en augmentation de 36,5 % en un an"* et *"une taxe d'enlèvement des ordures ménagères en hausse de 355 000 €, soit + 8 % depuis 2022, sans budget annexe dédié pour en flécher l'usage vers la collecte des déchets"*.

La Cité du textile : "trop cher"

L'élue d'opposition critique enfin certains choix d'investissement : la rénovation du bassin extérieur de la piscine de Port-Jérôme-sur-Seine, chiffrée à 1,7 M€ - mais financé grâce aux économies liées à sa fermeture et à des subventions, quand le bassin sportif de Bolbec reste fermé depuis trois ans. Il s'inquiète surtout du financement de la future Cité du textile de demain à Bolbec. 20,5 M€ sont inscrits pour l'aménagement de la transformation de la friche Desgenétais et du musée du textile, quand Douglas Potier évoque la somme de 30 M€. Quoi qu'il en soit, une somme considérable. "[Eana](#) ça vous parle ?", a glissé l'élue RN pour rappeler au passage l'échec du parc dédié au développement durable.

Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?

Jérémy Chatet

2-3 minutes

19 000 €. C'est le montant que va verser la Ville de Rouen à une famille rouennaise comme indemnisation pour le préjudice subi par leur enfant atteint de saturnisme après avoir été contaminé au plomb au sein d'une école de la ville.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les élus ont voté en ce sens lors du conseil municipal du 25 juin 2026. « *Le préjudice est important et la Ville assume ses responsabilités* », a salué Benoît Rousset, conseiller municipal du groupe d'opposition Réussir Rouen.

Plomb dans un état dégradé

C'est en juin 2020, qu'une intoxication au plomb avait été découverte chez [un élève de l'école Honoré de Balzac](#) qui fréquentait également le centre social Simone Veil.

La présence de plomb dans un état dégradé au sein de ces deux établissements avait été confirmée par un rapport d'enquête environnementale diligenté par l'Agence régionale de santé (ARS) et la mairie avait engagé des travaux concernant les parties contaminées.

Perte de points de QI

La mère de l'enfant avait saisi le tribunal administratif de Rouen afin d'ordonner une expertise médicale dans le but d'évaluer le préjudice. Celle-ci, ayant été autorisée par la justice, avait « *conclu le 22 décembre 2023 à une intoxication au plomb due à un trouble*

du comportement de l'enfant, à savoir un Pica l'amenant à consommer des substances ou des matériaux non comestibles, précise la mairie. Les experts ont relevé que l'enfant souffrait suite à son intoxication d'un déficit fonctionnel permanent estimé à 6 % correspondant à une perte probable de points de quotient intellectuel de 6 points. »

Des pourparlers entre la Ville, responsable en tant que propriétaire des lieux de l'école Balzac, et la famille ont abouti à un accord autour d'une indemnisation de 19 000 €. En retour, l'enfant victime a renoncé à poursuivre en justice la Ville.

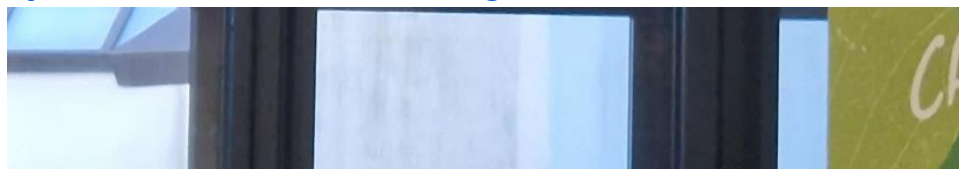
Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur »

Sylvain Auffret

6-7 minutes

Alors qu'il sera jugé en novembre 2026 pour harcèlement et travail dissimulé, le maire de Canteleu a réagi, le 29 juin 2026, pour la première fois en public à « l'affaire » le concernant, à l'occasion du conseil municipal.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Tom Delahaye, maire de Canteleu lors du conseil municipal lundi 29 juin 2026. - PN



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 15h06 Temps de lecture: 1 min

« Je regrette que la situation ait pris une telle ampleur et qu'elle affecte les personnes concernées et, au-delà, les habitants. »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À l'ouverture du conseil municipal de Canteleu lundi soir 29 juin, son maire Ton Delahaye a évoqué l'affaire (il sera [jugé en novembre](#) pour harcèlement et travail dissimulé, NDLR) qui l'a concernée la semaine précédente, provoquant, selon ses mots, « *une importante médiatisation* » et concernant « *deux relations sentimentales qui sont terminées* ».

« Je tenterai d'être moins impulsif »

Sur le côté judiciaire, il a indiqué qu'il ne ferait pas de commentaire. S'agissant de son mandat de maire et ses « *exigences particulières* », il a voulu s'excuser auprès de ceux que cette situation a pu heurter.

Il a aussi tenu à s'excuser « *si certaines de [ses] attitudes ont pu heurter lors d'échanges au sein de cette assemblée, je tenterai d'être moins impulsif* ». Il a poursuivi en indiquant qu'il continuerait à porter le projet pour lequel lui et la majorité ont été élus.

« Une pensée pour les femmes »

Passé quelques très brefs applaudissements, Elise Clero, conseillère municipale déléguée à la santé, a pris la parole au nom du groupe « Environnement, citoyenneté et écologie » (qui siège dans la majorité, NDLR), pour évoquer la présomption d'innocence mais avoir « *une pensée pour les femmes et leurs familles dans la souffrance* ».

« *La collaboration avec Tom Delahaye pourrait s'en trouver compliquée si les faits étaient prouvés.* »

LFI demande une mise en retrait temporaire

Pour Canteleu se lève (LFI-NPA), [Souad Takhtoukh](#) s'est dit « *choquée mais pas surprise par ce qui vous était reprochée* », même si elle avait exposé des inquiétudes exprimées par le passé, « *la manière dont vous vous exprimez* », « *un comportement qui fait système* », espérant une réforme.

« *Néanmoins, pour les Cantiliens et l'institution je demande quand même publiquement que vous vous mettiez en retrait. Ce conseil peut fonctionner avec le premier adjoint d'ici là, et si les faits n'étaient pas caractérisés, que vous reveniez à votre place* ».

[Loïc Lavaud](#), pour « Canteleu nouvelle énergie », a regretté que l'image de la commune soit à nouveau ternie.

« Gravité des faits »

En amont du conseil municipal, le collectif féministe Nous Toutes avait publié un communiqué estimant que le maire « *minimise la gravité des faits qui lui sont reprochés* » et constatant « *l'absence presque totale d'un mot pour les victimes présumées* ».

« *La présomption d'innocence ne doit pas devenir un prétexte pour faire taire les victimes, banaliser les violences ou exonérer les responsables publics* », écrit le collectif.

En retrait

Par ailleurs, lors du conseil métropolitain se déroulant le même soir, le président Nicolas Mayer-Rossignol a annoncé que Tom Delahaye s'était « *mis en retrait en attendant d'être jugé* », de sa délégation

commerce, artisanat, économie sociale et solidaire et pôle de proximité Austreberthe Cailly.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen](#)



[La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen](#)





Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Canteleu \(Seine-Maritime\) Métropole Rouen Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen





[La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen](#)



[Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?](#)



[« Ça fait 8 à 10 cm de haut » : un mystérieux objet dangereux intrigue ce village près de Rouen](#)





[Dans la Métropole de Rouen, les musées deviennent entièrement gratuits pour les parents solos](#)



[Comment la Ville de Rouen va relancer sa lutte contre les dépôts sauvages de déchets ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

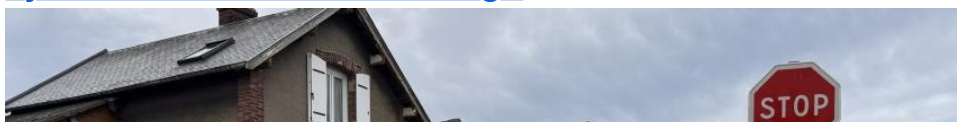
Fécamp. Prolongement de la véloroute : des études préalables à 40 000 € font débat au conseil municipal

Matthias Chaventré

6-7 minutes

Le prolongement de la Véloroute du Lin jusqu'à la Mâtüre et au front de mer de Fécamp passe par une nouvelle étape. La Ville va lancer des études à près de 40 000 € HT. Malgré les questionnements de la gauche et une proposition inattendue du RN.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Pour le moment, la véloroute s'arrête à 1 600 mètres de la Mâtüre, trait d'union entre la plage et le centre-ville de Fécamp. - Paris Normandie



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 12h37 Temps de lecture: 2 min

Ce sont 1 600 mètres très attendus. Tant par les Fécampoïis que par les touristes. [Les 80 km de la Véloroute du Lin](#) au départ de la région de Dieppe se terminent rue du Précieux-sang à Fécamp. Près de la zone portuaire. Depuis des années, la Ville travaille sur un prolongement jusqu'à la Mâtüre. « *Et bien au-delà, jusqu'au front de mer* », a rappelé David Roussel, maire de Fécamp, en conseil municipal, lundi 29 juin 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Seulement, le chemin est long pour mener ce dossier au bout. Pour ce prolongement, « *la Ville souhaite engager des études* », expose Florentin Cognie, adjoint au maire en charge des transitions.

Un dialogue sans fin avec la SNCF

« *Le tracé de l'extension passe par des emprises qui appartiennent à la SNCF.* » [Depuis longtemps, la Ville est en contact avec ce groupe](#) « *afin de définir les modalités de mise en place de ce projet* ».

Différentes caractéristiques d'emprise sont possibles. « *La cession foncière sur le secteur de la Mâtüre*, poursuit l'élú. *Le transfert de gestion sur cette ancienne ligne Dieppe-Fécamp et les conventions d'occupation temporaire sur la section longeant la ligne Bréauté-*

Fécamp. » Pour faire avancer le dossier d'un pas, la majorité divers droite souhaite ces études : *« analyser à la fois les conséquences des travaux sur les installations et les équipements ferroviaires, et définir un calendrier pour une réalisation concrète »*. Des études qui coûtent près de 40 000 € HT.



La véloroute passe par Valmont et Colleville, avant d'arriver à Fécamp et s'arrêter net rue du Précieux-Sang. - Archives Paris Normandie

Besoin d'une mise à jour ?

Et, la gauche grimace. *« La convention qui est jointe à la délibération repose sur des données qui ne sont pas récentes, relève Heidi-Anouchka Trebern. La convention date de 2024. Le coût estimatif sur lequel vous nous demandez de nous prononcer est établi aux conditions économiques de février 2025. Nous nous interrogeons sur l'actualité des informations. »*

Octobre 2024 correspond au *« moment où les acteurs de la SNCF se mettent d'accord avec nous sur le fait de conventionner »*, [répond Florentin Cognie](#). S'en est suivie une très grande lourdeur de procédure. Mais la gauche ne comprend toujours pas pourquoi la majorité n'a pas pris soin de mettre à jour les chiffres avant de présenter une délibération.

Ou « une monnaie locale »...

La gauche vote contre. Tout comme les deux élus RN, pour une tout autre raison. *« La véloroute, c'est formidable. Mais par les temps qui courent, il y a sûrement autre chose de plus urgent à faire, avance*

en premier Corinne Lecanu. *Nous souhaitons que cette somme puisse soutenir nos commerçants du centre-ville.* » Sébastien Marry offre la précision : « *Pourquoi pas avec la mise en place d'une monnaie locale* ». Le principe des études est voté.

Lire aussi



[Le trio Alkemia fait escale à Sainte-Hélène-Bondeville avec ses Folklores imaginaires](#)



[Fécamp : la proposition inattendue du RN pour nommer le futur pôle jeunesse-culture du Ramponneau](#)





[Pourquoi la vainqueur de la Coupe du monde de ski télémark est-elle venue à Fécamp avec son Globe de cristal ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Fécamp \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[Fécamp. Prolongement de la véloroute : des études préalables à 40 000 € font débat au conseil municipal](#)





[Le trio Alkemia fait escale à Sainte-Hélène-Bondeville avec ses Folklores imaginaires](#)



[Fécamp : la proposition inattendue du RN pour nommer le futur pôle jeunesse-culture du Ramponneau](#)



[Pourquoi la vainqueur de la Coupe du monde de ski télémark est-elle venue à Fécamp avec son Globe de cristal ?](#)





[Musiciens émergents et figures confirmées annoncés sur les scènes des Vendredis Électriques, à Fécamp](#)



[À Yport, les élèves des Amarres dévoilent leurs talents en musique et arts plastiques](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Un an après, comment l'Agglo de Dieppe-Maritime a mis en œuvre les recommandations de la Chambre régionale des comptes

Marie LEMAISTRE

5-6 minutes

Un an après le rapport de la Chambre régionale des comptes, Dieppe-Maritime a présenté l'état d'avancement des recommandations formulées à l'issue du contrôle mené sur 2020-2023.



L'Agglo est notamment pointée du doigt quant à l'application de la durée annuelle légale du temps de travail des agents du service de collecte des déchets. ©Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 30 juin 2026 à 9h13

Un bilan un an après. Lors du conseil communautaire de [Dieppe-Maritime](#) mercredi 24 juin 2026, l'**agglomération** a présenté les actions entreprises à la suite des observations de la **Chambre régionale des comptes** relatives au contrôle de sa gestion sur les

années 2020-2023.

Le rapport d'observations définitif, relevant différents dysfonctionnements ponctuels, avait été débattu en séance en mars 2025.

Cette fois, Dieppe-Maritime a tenu à présenter la manière dont **les neuf recommandations** ont été concrètement mises en œuvre.

Le bilan des neuf recommandations

La première recommandation invitait à « achever l'évaluation des effets financiers des transferts de compétences », autrement dit à analyser les conséquences budgétaires liées au passage de certaines missions des communes vers l'intercommunalité. Cette démarche, qui concerne plusieurs compétences transférées sans évaluation de leur impact financier par la Commission locale d'évaluation des charges transférées, sera engagée au second semestre 2026.

Sont notamment visées l'accueil des gens du voyage, la contribution au syndicat mixte pour l'animation et la promotion du Transmanche, la gestion des eaux pluviales urbaines et l'entretien de certaines zones d'activités économiques. Cela permettra également, selon l'agglomération, « d'ouvrir une décision collective autour du coût des compétences actuelles et d'évoquer l'équilibre des relations financières avec les communes membres ».

L'Agglo s'était également vu demander « d'établir un inventaire physique et de fiabiliser l'inventaire comptable ». Si le premier n'est pas encore en place, un « travail approfondi et partenarial » doit se poursuivre en 2026 sur le second, déjà engagé l'an dernier.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les écarts entre la valeur comptable et la valeur réelle du patrimoine, autrement dit avec l'actif, ont été régularisés. Les règles relatives aux amortissements, permettant de répartir le coût d'un bien dans le temps plutôt que de l'enregistrer en une seule fois lors de son achat, sont « désormais strictement appliquées ».

Un autre point demandait à la collectivité de comptabiliser les dépenses d'investissement en cours de chantier, puis de les

intégrer au patrimoine une fois les travaux achevés. Ce travail d'intégration, en cours, « va être approfondi ».

Le point quatre concernait l'application stricte des règles de rattachement des dépenses et des charges par budget. L'Agglo « a pris acte » du dysfonctionnement relevé par la Chambre « sur une opération de l'année 2023 », tout en soulignant les actions menées dans le sens d'un travail rigoureux par ses services financiers.

Vigilance sur le dialogue social

Le point cinq demandait de « supprimer toute rémunération concernant des heures supplémentaires non effectuées ». Cette recommandation « est étudiée par les services et doit faire l'objet d'une concertation avec les organisations syndicales ». « La situation des agents est à considérer avec une très grande vigilance », estime la collectivité.

L'Agglo est pointée du doigt dans la recommandation six, qui lui demande d'appliquer la durée annuelle légale du temps de travail des agents du service de collecte des déchets, fixée à 1 607 heures. Elle entend traiter ce point, comme le point précédent, « dans le cadre du dialogue social ». Une délibération sera prochainement soumise au conseil communautaire afin de faire coïncider la durée annuelle de travail des agents concernés avec les critères de pénibilité.

La recommandation sept invitait l'agglomération à se doter d'un schéma directeur de l'immobilier. Celui-ci est en cours de finalisation, mais plusieurs actions sont déjà engagées.

La recommandation huit demandait de doter chaque budget annexe afférent à un service public industriel et commercial d'un compte propre ouvert au Trésor public, autrement dit séparé du budget principal. L'Agglo souhaite « prendre le temps nécessaire pour le mener dans de bonnes conditions » : les quatre budgets annexes concernés disposeront progressivement de leur propre compte entre 2027 et 2029.

Enfin, la collectivité devait respecter le délai global de paiement des factures et, en cas de retard, verser aux fournisseurs des indemnités forfaitaires ainsi que des intérêts moratoires. « Une procédure à usage interne a été mise en place sur la chaîne des

dépenses », indique-t-elle.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La ville d'Elbeuf poursuit ses efforts en matière d'inclusion et vise un nouveau label

Aurélien Delavaud

3-4 minutes

Pour réaffirmer son soutien aux personnes autistes et améliorer sa politique d'accueil et d'accompagnement, la ville d'Elbeuf candidate pour un nouveau label.

Sur le même thème

[Handicap](#)



Après la mise en place d'un panneau d'aide à la communication sur une aire de jeux, la ville d'Elbeuf (Seine-Maritime) veut aller plus loin dans la prise en compte des personnes autistes. ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 30 juin 2026 à 13h25

La nomination de Bérengère Mouchard, dont l'expérience dans le domaine est reconnue, au rang de conseillère municipale déléguée

était un premier signal fort. Juste après le début du mandat, son travail avec [Fatimata Camara](#) a abouti à l'installation d'un tableau de **langage assisté**, sur l'aire de jeux de l'hôtel de ville.

En juin 2026, la ville d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) compte bien réaffirmer son engagement et son soutien aux côtés des personnes **autistes** et de leurs familles.

Un label et des actions

« C'est dans notre programme de mandat, de mieux prendre en compte le sujet du **handicap** et avec une attention particulière pour l'autisme, car beaucoup de familles sont touchées », présente Djoudé Merabet.

Le jeudi 18 juin 2026, en conseil municipal, le maire a donc proposé que la Ville candidate à un nouveau **label** : le Réseau des villes amicales pour l'autisme (RVAA).

Pour la commune, ce dossier de candidature est l'occasion de faire un diagnostic de sa politique **d'inclusion**. « Il y a beaucoup de bonnes initiatives, l'idée c'est aussi de mettre tout le monde autour de la table », justifie Djoudé Merabet.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Sensibiliser et faire parler

Si la demande est acceptée, à quoi s'engagera Elbeuf ? À pousser ce diagnostic, pour avoir une photographie complète et à définir une feuille de route sur la place de la personne autiste dans la ville, en collaboration avec les élus, les agents et les habitants.

Mais surtout à des actions concrètes comme la célébration de la journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, le 2 avril, à optimiser l'accueil des personnes autistes dans les services publics ou encore en organisant des temps d'échanges et de formation.

Pour Djoudé Merabet, l'enjeu de ce dossier est simple : « Aider les gens à dire qu'ils ont besoin d'aide. Et pour ça, il faut en parler ! »

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Canicule : "Il faut mieux ventiler et refroidir les bâtiments", estime cet éleveur de porcs et céréalier à Vieux-Manoir

Marianne Naquet

6-8 minutes

Sébastien Windsor élève des porcs à Vieux-Manoir. © Radio France
- Martine Bréson

Diffusé le mardi 30 juin 2026 à 7:44

Publié le mardi 30 juin 2026 à 7:44

Le bilan a sonné pour les agriculteurs normands, après la vigilance rouge canicule déclenché du 23 au 26 juin 2026. Quelles conséquences ? Le président des chambres d'agriculture France, agriculteur en Seine-Maritime, éleveur de porcs et céréalier à Vieux-Manoir, est l'invité de ICI Normandie.

L'heure est maintenant **aux constats pour les agriculteurs normands**. Après l'alerte [rouge canicule déclenchée par Météo France](#), du 23 au 26 juin 2026, certains producteurs et éleveurs font maintenant les comptes. *"On avait peut-être vécu déjà des épisodes similaires, mais pas aussi tôt dans la saison, et pas sur des durées aussi longues. Moi, depuis que je suis installé comme agriculteur, je n'avais pas connu ce type de phénomène au mois de juin"*, réagit Sébastien Windsor, invité de ICI Normandie, ce mardi 30 juin 2026, président des Chambres d'agriculture France, agriculteur en Seine-Maritime, éleveur de porcs et céréalier à Vieux-Manoir.

Quelles conséquences pour les animaux et les cultures ?

Difficile encore à **ce stade de faire le bilan**, explique Sébastien Windsor. *"Ce qu'on a vécu, c'est des choses immédiates pendant la*

canicule, de la mortalité malheureusement chez les animaux, surtout chez les volailles, les porcs, mais même un peu en bovin, avec d'ailleurs des systèmes d'équarrissage qui n'arrivaient pas à suivre." À cela s'ajoutent des pertes de production, notamment en lait chez les vaches, "elles mangent moins. Elles ne bougent pas beaucoup et elles baissent en production laitière". Les poules sont les animaux qui supportent le moins la chaleur. Certains éleveurs ont perdu plus de la moitié de leur élevage. "Ce sont des cas isolés", précise Sébastien Windsor, qui ajoute que les agriculteurs se sont largement mobilisés, ont tout fait pour "rafraîchir les animaux, en arrosant les toitures, en essayant de tout faire pour améliorer le bien-être de leurs animaux."

Il estime aussi qu'il va y avoir des "dégâts sur les cultures. Là, c'est aussi encore un peu tôt pour faire le bilan, mais dans les céréales, on a des grains qui ne sont pas allés jusqu'au bout de leur formation, du remplissage. On peut avoir à la fois des problèmes de qualité, de taille des grains et puis on peut avoir des problèmes de quantité, de perte de récolte."

Les fruits et les légumes peuvent aussi subir les conséquences de la canicule : avec une maturité, *"arrivée plus tôt, on a pu avoir un peu d'excès de production, ou au contraire, elle s'est arrêtée très vite, puis face à la chaleur, certains fruits et légumes se sont abîmés, ou ne sont pas allés jusqu'au bout de la maturité, ont pourri."* Sébastien Windsor anticipe donc de potentielles "pertes de production, mais c'est encore quand même un peu tôt pour faire le bilan complet, surtout qu'on n'est pas à l'abri de retrouver quelques phénomènes de chaleur puisqu'on n'est pas encore début juillet."

S'adapter au réchauffement climatique

Il va falloir adapter les bâtiments : *"il y a 20 ans, quand on faisait des bâtiments en porc ou en volaille, le sujet c'était comment on chauffe les bâtiments en hiver pour que ça ne coûte pas trop cher. Désormais, on a aussi le sujet du comment on les refroidit, comment on les ventile mieux".* Ces questions **se posent aussi, selon lui, également pour les cultures, les arboricultures.** *"Y a-t-il d'autres cultures à développer chez nous ? Est-ce qu'il y a à l'inverse des cultures qu'on aura du mal à faire chez nous. Il y a tout un tas d'adaptations, mais qui sont toujours compliquées, puisque en*

*agriculture, on n'appuie pas sur un bouton pour changer les choses.
Quand on a planté des arbres, ils sont là pour un certain temps."*

- [Vieux-Manoir](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Canicule](#)
- [Météo France](#)
- [Agriculture](#)
- [Alerte météo](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI
Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies
par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier
électronique de contenus et d'informations relatifs aux
programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Philippe Brun, député PS de l'Eure

Le 01/07/2026

Après avoir fermé jeudi et vendredi en raison de la canicule, les
écoles rouennaises accueillent de nouveau les élèves ce lundi 29
juin 2026. Alors pourquoi ce choix ? Le deuxième adjoint en charge
de la ville en résilience, est l'invité de ICI Normandie.

Le 29/06/2026

Dans la foulée de la mort de Lyhanna, le ministre de la Justice a
demandé aux magistrats de reprendre 70.000 dossiers de plaintes
pour violences sexuelles sur mineurs, avec pour date limite le 14
juillet. Où en est le parquet de Rouen ? Le procureur de la
République fait le point ce vendredi.

Le 26/06/2026

Pour le 3^e jour de suite, l'Eure et la Seine-Maritime sont en vigilance rouge canicule. Cela a des répercussions dans les hôpitaux, au centre de régulation du Samu aussi. Le Dr Sébastien Liné, médecin régulateur au Samu 76 et urgentiste au CHU de Rouen, est l'invité d'ICI Normandie ce jeudi.

Le 25/06/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Vigilance rouge canicule dans l'Eure et en Seine-Maritime, interdiction des moissons entre 13h et 18h : quelles conséquences pour les agriculteurs ? La présidente de la Chambre d'agriculture de Seine-Maritime est l'invitée de ICI Normandie.

Le 24/06/2026

- Alors que la vigilance rouge canicule est toujours en cours, ce mercredi, en Seine-Maritime et dans l'Eure, les agriculteurs, leur bétail et leur culture souffrent aussi de la chaleur. À Malaunay, Nicolas Vandorpe voit déjà l'effet de cette hausse brutale des températures sur ses rendements.

Le 24/06/2026

- Entre 37 et 40 degrés sont attendus pour les températures maximales en Seine-Maritime et dans l'Eure ce lundi 22 juin. La vigilance orange canicule a été déclenchée dimanche. Pour ce début de semaine, certains maires ont décidé de laisser leurs écoles ouvertes, comme celui de Neufchâtel-en-Bray.

Le 22/06/2026

- Il n'y aura pas de bovins, ni de volailles Porte de Versailles pour le Salon de l'agriculture cette année. Les organisateurs l'ont annoncé le mardi 13 janvier, en raison de l'épidémie de dermatose nodulaire. La présidente de la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime réagit à cette annonce.

Le 14/01/2026

Les hôpitaux normands sous tension après la canicule, un nouvel épisode de fortes chaleurs redouté dès la sema

Yves Asernal

5-7 minutes

Les hôpitaux normands sortent à peine d'une semaine de canicule historique. Les urgences sont pleines, les patients fragiles et épuisés. Et une troisième vague de chaleur se profile la semaine prochaine. Le système peut-il tenir ?

L'hôpital Seine-Eure à Evreux a déclenché [son plan blanc](#), vendredi 26 juin 2026. Le CHU de Rouen a activé le même jour son plan "hôpital en tension niveau crise", [le niveau en dessous du plan blanc](#).

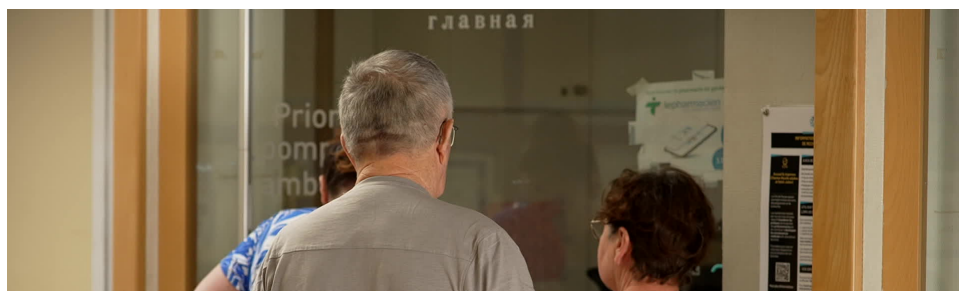
Le CHU de Rouen tourne à plein régime depuis plus d'une semaine. Les urgences ont vu affluer des patients âgés, déshydratés et dont les pathologies chroniques ont "décompensé".

Décompensé, ce terme désigne ce moment où le corps lâche : la déshydratation affecte les reins, qui, à leur tour, fragilisent le cœur, et toutes les maladies chroniques s'emballent en cascade.

En cause : des températures élevées, jour et nuit, sans le moindre répit, ne laissant aucune chance aux organismes fragiles de récupérer.

VIDÉO. Reportage d'Emmanuelle Partouche et François Pesquet :

durée de la vidéo : 00h01mn46s





L'après canicule au CHU de Rouen. • ©FTV

On a eu un énorme pic d'activité vendredi. Des patients qui sont venus pour hyperthermie, coup de chaleur environnemental. Ce sont des patients fragiles avec plusieurs comorbidités.

Dr Mélanie Roussel, Chef du service urgences adultes, CHU de Rouen

La vague de chaleur qui a frappé la Normandie nous a quittés mais ces effets, eux, ne sont pas terminés. Or voilà, depuis quelques jours, une troisième canicule se profile déjà.

Météo France estime désormais que "le scénario des fortes chaleurs devient plus probable pour la semaine du 6 au 13 juillet".

Le Centre européen pour les prévisions météorologiques prévoit des anomalies de 6 à 10 degrés au-dessus des normales de saison. La vigilance orange pourrait devenir consistante dès ce week-end vers le sud du pays, avant une possible extension au nord en début de semaine prochaine.

Pour les hôpitaux normands, la question n'est pas l'intensité, c'est l'enchaînement.

Si les températures remontent, on reviendra sur ce type de profil, c'est certain. Et si ça arrive sur un hôpital déjà plein, on va avoir des difficultés pour admettre en hospitalisation les patients qui arrivent aux urgences.

Dr Mélanie Roussel, Chef du service urgences adultes, CHU de Rouen

Car au-delà des patients déjà hospitalisés et de ceux qui arrivent encore avec les effets retardés de la dernière vague, il existe une troisième catégorie, plus invisible : les personnes âgées et fragiles qui ont tenu pendant ces quelques jours de chaleur extrême à bout de résistance mais encore chez elles.

Une nouvelle canicule suffirait à les faire basculer. Et quid des lits pour les accueillir à l'hôpital ? C'est le scénario redouté : une vague qui déferle sur un système qui n'a pas eu le temps de souffler et des

patients qui n'ont nulle part où aller.

Ce scénario n'est pourtant pas nouveau. Après la canicule de 2003, 15 000 morts en France, le Sénat préconisait dès février 2004, la climatisation des établissements de santé. 23 ans ont passé...

Le futur CHU de Nantes, livré en 2028, ne sera climatisé qu'à moitié. La ministre de la Santé a concédé cette semaine que "*nous avons du retard*". Sous la présidence d'Emmanuel Macron, le Fond vert, censé financer l'adaptation climatique des bâtiments publics, a été divisé par quatre en deux ans, passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 837 millions en 2026.

Au CHU de Rouen, il n'y a pas non plus de climatisation, il faisait 45 degrés pendant la canicule dans les chambres. Face à la situation, Frédéric Louis du syndicat CFDT au CHU de Rouen a prévu de prendre la parole au Conseil de surveillance de ce mardi 30 juin 2026 soir pour faire une déclaration.

"Ce qui me chagrine, c'est que les nouveaux bâtiments comme le nouveau bâtiment d'addictologie à Saint-Julien, il n'y a pas eu de clim' installée non plus ! Cela fait plusieurs années qu'on demande la clim dans certains secteurs mais on nous renvoie toujours vers la facture énergétique. Je comprends mais on pourrait trouver d'autres solutions : filtres UV à poser sur les fenêtres, mettre des systèmes de refroidissement, des ventilateurs au plafond, mettre de la clim dans les couloirs par exemple... Mais pour cela, il faut que l'État rallonge le budget", s'étonne Frédéric Louis.

Frédéric Louis lance un appel aussi aux cliniques privés dans ce contexte de crise. "*Une fois encore, l'essentiel de l'effort a reposé sur l'hôpital public et sur l'engagement exceptionnel des soignants. 23 ans après la canicule de 2003 et plusieurs années après la crise du COVID, les mêmes constats reviennent. Les promesses sont faites dans l'urgence, les hommages se multiplient, puis les contraintes budgétaires reprennent rapidement le dessus*", argue-t-il.

Avant de conclure, inquiet : "*les soignants sont épuisés et lassés. Ils n'attendent plus des discours ou des annonces, mais des décisions concrètes. L'hôpital public ne peut pas être la variable d'ajustement de chaque crise*".

« On est montés à 37 °C dans les box » : le refuge pour chats et chiens de Lintot face à la canicule

Coline Poirer-Mellier

6-8 minutes

Le refuge de Lintot fait face à un afflux de chatons, des abandons toujours nombreux et des températures extrêmes. Les équipes multiplient les aménagements pour éviter les coups de chaleur.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Coline Poiret-Mellier

Publié: 30 Juin 2026 à 18h28 Temps de lecture: 1 min

Les voiles d'ombrage flottent entre les bâtiments, les brumisateurs tournent à plein régime et les climatiseurs fonctionnent sans interruption. Au refuge de Lintot, la canicule n'est pas seulement inconfortable : elle représente un véritable danger pour les pensionnaires. Alors que le mois de juin se termine, les cinq salariés et les bénévoles redoublent d'efforts pour protéger les animaux, déjà nombreux en cette période marquée par les naissances de chatons et les premiers abandons avant les vacances.

840 € investis en urgence pour protéger les animaux

« La semaine dernière, on a eu très peur pour deux chattes qui venaient d'avoir une portée. Il faisait près de 30 °C dans la pièce et chacune avait quatre chatons collés contre elle pour être allaités », raconte Ludwig Hinault, président de la SBPA. Face à l'urgence, les animaux ont été transférés chez un vétérinaire disposant de locaux climatisés.

Dans la foulée, le refuge a investi 840 euros dans deux climatiseurs professionnels. *« Il n'y avait plus rien en magasin. Nous avons dû nous tourner vers du matériel professionnel pour refroidir les pièces où sont installés les chats et les chatons »,* précise le président.

Cinquante chatons accueillis depuis le printemps

Depuis la mi-mai, le refuge, qui assure également la fourrière intercommunale de Caux Seine agglo, fait face à un afflux de jeunes félins.





Face à la canicule, le refuge de Lintot multiplie les aménagements pour préserver le bien-être des chats. - Photo Coline Poirer-Mellier

« Avec les beaux jours et les fortes températures, les chattes sont en chaleur et les portées se multiplient. En ce moment, nous avons une cinquantaine de chatons au refuge. Pendant la canicule, nous avons beaucoup sollicité nos familles d'accueil pour éviter qu'ils restent dans les box », explique Ludwig Hinault.

Une petite dizaine de familles d'accueil, réparties entre Le Havre, Fécamp et Bolbec, prêtent main-forte au refuge.

« Pour les chatons, nous sommes particulièrement vigilants. Nous privilégions des personnes qui ont déjà élevé des chatons au biberon. S'il y a d'autres animaux ou des enfants à la maison, il faut pouvoir leur consacrer une pièce isolée. Certains nécessitent aussi des soins, en plus des biberons et de la socialisation », précise Clémentine Predhomme, agente animalière. Le refuge recherche d'ailleurs de nouveaux volontaires. Un formulaire est disponible sur son site internet.

Jusqu'à 37 °C dans les box des chiens

Les chiens ne sont pas épargnés non plus. Lors du dernier épisode de chaleur, la température est montée jusqu'à 37 °C dans le chenil. *« On passe régulièrement un jet d'eau dans les box et sur les chiens pour éviter les coups de chaleur »,* explique Ludwig Hinault.

La toiture du bâtiment a pourtant été récemment refaite avec un revêtement blanc censé réfléchir les rayons du soleil. Ventilateurs, brumisateurs et voiles d'ombrage complètent désormais le dispositif.

« Honnêtement, après les travaux d'isolation réalisés ces derniers mois, on ne s'attendait pas à voir le thermomètre grimper aussi haut. Les températures doivent encore remonter dans les prochains jours, alors nous avons tout laissé en place : les ventilateurs, les brumisateurs et les climatiseurs. »

Un refuge presque à saturation

La chaleur s'ajoute à une autre difficulté : les abandons, qui ne faiblissent plus. Une dizaine de chats ont bien trouvé une famille ces derniers jours, mais les adoptions ne compensent pas les nouvelles arrivées. Lundi 29 juin 2026, un nouveau chien a encore été abandonné au refuge.

« Nous sommes quasiment complets. Aujourd'hui, les abandons ont lieu toute l'année : changement de vie, décès du propriétaire, naissance d'un enfant, déménagement en appartement... Les raisons sont nombreuses, mais c'est toujours compliqué à gérer », conclut le président.

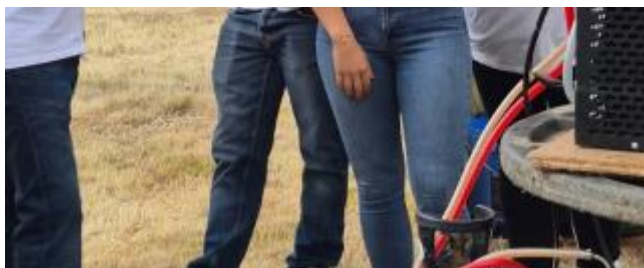
En attendant une nouvelle hausse des températures, salariés et bénévoles poursuivent leur course contre le thermomètre pour préserver le bien-être de leurs pensionnaires à quatre pattes.

Lire aussi



[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)





[Fête de la bière au Saussay : artisanat, concerts et baptêmes à motot](#)



[Grémonville : marché nocturne, concert et restauration ce vendredi 3 juillet 2026](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)





[Trafic de stupéfiants à Lillebonne : saisie de cannabis et cocaïne, 13 interpellations](#)



Video

[« On est montés à 37 °C dans les box » : le refuge pour chats et chiens de Lintot face à la canicule](#)



[Fête de la bière au Saussay : artisanat, concerts et baptêmes à motot](#)





[Grémonville : marché nocturne, concert et restauration ce vendredi 3 juillet 2026](#)



[Budget à 161 millions d'euros, six heures de débats : le conseil communautaire de Caux Seine agglo sous tension](#)



[À Yvetot, le quartier Fief de Caux est devenu la résidence Phénix, et ça n'a plus rien à voir !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Canicule : troisième épisode de fortes chaleurs attendu dès le week-end, en Normandie aussi ?

Christophe Frebou

4-5 minutes

Météo-France prévoit une nouvelle vague de chaleur à partir de vendredi 3 juillet 2026, avec des températures dépassant localement les 35 °C, alors que plusieurs régions sortent à peine d'une canicule prolongée et meurtrière.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par Christophe FREBOU (avec AFP)

Publié: 30 Juin 2026 à 21h48 Temps de lecture: 2 min

Les températures ont à peine commencé à descendre en France que déjà [Météo-France](#) annonce à partir des 4 et 5 juillet 2026 un troisième épisode de fortes chaleurs en à peine plus d'un mois, risquant d'éprouver davantage des organismes et des infrastructures déjà mises à mal.

La France va connaître « *sans doute un nouvel épisode caniculaire à partir de ce week-end* », a indiqué, mardi 30 juin 2026, le prévisionniste de Météo-France Patrick Galois, sans toutefois pouvoir en estimer pour le moment la durée ou l'intensité.

« *À partir de vendredi et du week-end prochain, on s'attend à nouveau à des températures plus élevées (...), sans doute au-dessus de 35 °C* », avec des « *conditions anticycloniques depuis le sud du pays* », a-t-il dit. « *Toutes les régions ne seront pas forcément concernées* », a-t-il précisé.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, avait évoqué lundi « *la perspective d'une reprise d'un épisode caniculaire* », demandant à ses ministres des « *décisions dans les jours qui viennent* ». Mardi 30 juin 2026, il a jugé « *scandaleux* » et « *faux* » le bilan de « *10 000 morts* » de la canicule la semaine dernière avancé par les écologistes, et s'est défendu de toute « *inaction* » face au changement climatique.

Santé publique France recense un millier de décès de plus que la normale depuis le 24 juin, et 300 « en excès » du 24 au 28 mai, date du premier pic de chaleur précoce subi par le pays. Un premier bilan sans doute appelé à s'alourdir.

Un retour probable de la canicule dans certaines régions de France ? Oui. Mais certainement pas au point que certains modèles fantaisistes annoncent. On a pu lire sur certaines publications jusqu'à 45° uniformément répartis en Seine-Maritime, dans l'Eure, dans l'Orne, le Calvados et la Manche. Pas de jaloux. L'institut météorologique ne s'engage pas du tout vers les mêmes tendances.

Et en Normandie ?

Les habitants des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure devraient, certes, être concernés par ce nouveau pic de chaleur. Pour autant, il semble encore bien tôt pour évoquer une canicule dans ces deux départements. Les autorités n'émettent de vigilance que 24 à 48 heures avant l'échéance.

Par ailleurs, si, selon les prévisions de Météo France il doit faire effectivement 30°C voire plus à Rouen au cours du week-end et des jours suivant, les nuits devraient être bien plus fraîches qu'au cours de la semaine passée. Pour Météo-France, le thermomètre devrait descendre aux alentours de 16 à 18°C. Nous étions bien au-delà au cours de la vigilance rouge et ses nuits véritablement tropicales.

Lire aussi



[Droit à l'aide à mourir : ce qu'ont voté les députés de l'Eure et de la Seine-Maritime](#)





[Dans trois mois, il n'y aura plus de car-ferry au départ du Havre](#)



[Dans l'Eure, un jeune chauffeur de bus scolaire incarcéré pour viols sur mineures](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

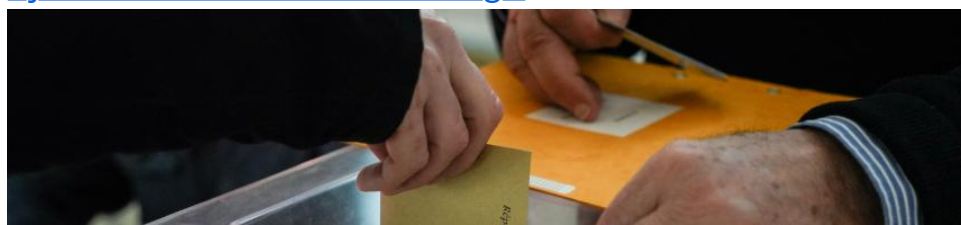
Présidentielle 2027 : le gouvernement officialise les dates des deux tours en avril et mai

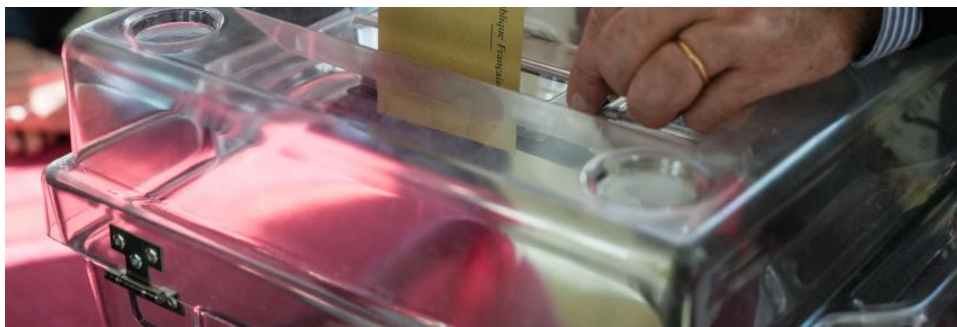
Paris Normandie

4-5 minutes

Le gouvernement a fixé les dates de l'élection présidentielle de 2027 : les deux tours se tiendront les 18 avril et 2 mai, au cœur des vacances scolaires de printemps.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





On connaît les dates de l'élection présidentielle de 2027. - Hans Lucas via AFP



Par la rédaction

Publié: 30 Juin 2026 à 21h57 Temps de lecture: 1 min

Le gouvernement a fixé les dates de l'élection présidentielle de 2027 : les deux tours se tiendront les 18 avril et 2 mai, au cœur des vacances scolaires de printemps.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Selon les informations de Ouest-France, confirmées par Le Figaro, le gouvernement a arrêté le calendrier de la présidentielle de 2027 : le premier tour se tiendra le dimanche 18 avril et le second le dimanche 2 mai. L'officialisation de ces dates doit intervenir ce mercredi en Conseil des ministres.

Interrogations sur le calendrier retenu

Deux hypothèses étaient encore envisagées ces derniers jours : un scrutin les 11 et 25 avril, ou un décalage d'une semaine. L'exécutif a finalement retenu la seconde option, dans un cadre toutefois très contraint par la Constitution. Celle-ci impose que l'élection présidentielle ait lieu entre vingt et trente-cinq jours avant la fin du mandat du chef de l'État en exercice. Le second tour devait donc se tenir avant le 14 mai 2027 à minuit, date marquant l'achèvement du second quinquennat d'Emmanuel Macron, entamé le 14 mai 2022.

Vacances scolaires et participation électorale

Ce choix de calendrier soulève déjà une interrogation politique majeure : son chevauchement avec les vacances scolaires de printemps, prévues du 3 avril au 3 mai 2027 selon les zones. En fixant les deux tours au 18 avril et au 2 mai, le gouvernement prend le risque qu'une partie des électeurs soit éloignée de son domicile au moment du vote, même si le recours aux procurations doit limiter l'effet de cette contrainte.

Dans une élection qui s'annonce très ouverte, cette donnée pourrait peser sur la participation, notamment au premier tour. Or, dans une configuration politique morcelée, quelques variations de mobilisation peuvent suffire à modifier les équilibres et à abaisser, ou relever, le seuil d'accès au second tour.

Lire aussi



[Mondial de foot 2026. Mbappé sublime des Bleus parés pour les 8es, la Norvège défiera le Brésil](#)





[Coupe du monde 2026 : à quelle heure et sur quelle chaîne la France affronte la Suède en 16e de finale ?](#)



[Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

paris-normandie.fr

SNCF. Des travaux prévus sur la ligne Paris-Caen-Cherbourg causeront sa fermeture totale pendant 3 mois

Chloé Breton

4-5 minutes

Suite à un affaissement de terrain d'un remblai, la SNCF prévoit de fermer la ligne de train Paris-Caen-Cherbourg au cours de l'été 2030 pour y faire des réparations.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par Chloé Breton

Publié: 30 Juin 2026 à 18h01 Temps de lecture: 2 min

La ligne de train Paris-Caen-Cherbourg sera coupée pendant 3 mois durant l'été 2030 pour effectuer des travaux. Un remblai s'affaisse sérieusement depuis quelques années dans les Yvelines.

« *C'est un choix d'urgence* » prévient Pierre Sablier, le directeur régional de SNCF Réseau Normandie : « *Il faut effectuer ces travaux pour éviter qu'un jour la fermeture s'impose à nous* » souligne-t-il au micro de [France 3](#).

Une situation qui dure

Sur cette portion de voie entre Évreux (Eure) et Mantes-la-Jolie (Yvelines), la situation était déjà connue.

Depuis 2002, des capteurs, qui enregistrent les moindres mouvements de terrain, remarquent un affaissement de 80 centimètres au niveau du remblai.

Les trains circulent alors depuis plusieurs mois à vitesse réduite pour ne pas aggraver la situation. Le directeur régional de SNCF Réseau souligne également sur France 3 que « *le tassement est accentué par le réchauffement climatique avec les successions de périodes très humides et de sécheresses* ».

Une sécurité requise

Même si des travaux avaient déjà été effectués en 2025 permettant aux trains de continuer à utiliser la voie, la reconstruction est urgente.

« *La déformation est telle qu'il y a un vrai risque pour la sécurité* », précise Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports, toujours sur France 3. « *Si on ne fait rien, nous ne sommes pas à l'abri qu'on nous dise en 2031 : on arrête tout* ».

Les travaux seront lourds : 3 mois d'arrêt en plein été pour tout retirer et tout reconstruire. Cependant, cela reste la meilleure option pour éviter des coûts trop élevés ainsi que des mois voire

des années d'attente pour des réparations.

Des solutions déjà envisagées

Les travaux sont donc fixés pour l'été 2030. Des trains seront mis à disposition pour faire Caen-Rouen-Paris ou encore Caen-Argentan-Paris Montparnasse dans la mesure du possible.

Des autocars seront aussi proposés pour transporter les milliers de personnes attendues chaque jour durant l'été. La collectivité s'attelle déjà à l'élaboration d'un plan de transport afin de trouver les véhicules et les chauffeurs pour cette période.

Lire aussi



[Droit à l'aide à mourir : ce qu'ont voté les députés de l'Eure et de la Seine-Maritime](#)



[Dans trois mois, il n'y aura plus de car-ferry au départ du Havre](#)



[Dans l'Eure, un jeune chauffeur de bus scolaire incarcéré pour viols sur mineures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Yvelines](#) [Cherbourg-en-Cotentin \(Manche\)](#) [Caen \(Calvados\)](#) [Évreux](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Trains à Rouen : pourquoi l'appel d'offres régional pour l'étoile ferroviaire est-il suspendu ?

Anthony Quindroit

5-6 minutes

Dossier important portant sur la mobilité en Normandie, l'appel d'offres portant sur l'ouverture à la concurrence de l'étoile ferroviaire de Rouen a été suspendu par la Région. Mais le projet n'est pas abandonné. Explications.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Anthony Quindroit](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 14h01 Temps de lecture: 1 min

Développer l'offre de trains régionaux au départ de Rouen : c'est l'objectif premier de l'appel d'offres lancé par [la Région](#) Normandie à l'automne 2025.

Quatre candidats ont montré leur intérêt pour piloter l'exploitation. Sauf que le 26 juin 2026, l'appel d'offres a été suspendu par la Région. Le projet structurant est-il abandonné ?

Négatif, répond Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie [en charge des Transports](#). Mais il faut le relancer en incluant un nouveau paramètre soulevé par les candidats : « *Ils nous ont fait savoir qu'avec l'infrastructure de maintenance trop éclatée le long des lignes, il y aura des blocages et qu'ils ne souhaitent pas une coactivité dans l'atelier principal de la SNCF.* »

Un décalage de deux ans, au moins

Une nouvelle pré-information doit donc être relancée en fin d'année 2026, incluant « *la création d'un nouvel atelier de maintenance* ». Plusieurs interrogations restent en suspens. Où ce nouvel atelier, nécessitant une réserve foncière importante, peut-il sortir de terre ? Qui va le construire ? La Région, via une société publique locale (comme cela est mené [au Mans](#) avec les Pays de la Loire ?) ? Le lauréat de l'appel d'offres ? Combien cela coûtera-t-il ? « *Il faut voir pour un site disponible où l'on pourra optimiser la maintenance. Un site optimal, ce sont des économies à la clé.* »

L'appel d'offres va donc repartir de zéro « *avec de nouveaux critères.* » Et un calendrier revu, puisque le marché devait, initialement, être attribué « *fin 2027* » pour un lancement en 2030. « *Là, l'ouverture à la concurrence est décalée à 2032, 2033.* »

Du côté de Caen, l'étoile est, elle, sur de bons rails : le contrat a été attribué à RATP Développement en 2025 et doit permettre de faire passer l'offre de 3,4 millions de trains-km en 2024 à 5,1 millions de trains-km en 2028. Les lots Paris/Granville, étoile Mancelle (avec les Pays de la Loire et le Centre-Val-de-Loire) et [Normandie-Saint-Lazare](#) seront ouverts à la concurrence entre 2030 et 2034, selon le calendrier initial.

Lire aussi



« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen



La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen





Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Caen \(Calvados\)](#) [Normandie](#) [Seine-Maritime](#) [Le Havre](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



« Une transition entre le domicile et l'Ehpad » : douze maisons autonomes sortent de terre près de Rouen





[La marque américaine Sebago, connue pour ses « chaussures bateaux », ouvre sa première boutique à Rouen](#)



[Pourquoi la Ville de Rouen va indemniser un enfant victime d'une intoxication au plomb ?](#)



[« Ça fait 8 à 10 cm de haut » : un mystérieux objet dangereux intrigue ce village près de Rouen](#)





[Dans la Métropole de Rouen, les musées deviennent entièrement gratuits pour les parents solos](#)



[Comment la Ville de Rouen va relancer sa lutte contre les dépôts sauvages de déchets ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Canicule : les syndicats de la fonction publique demandent des autorisations d'absence "climatiques"

Par Marie Malaterre

4-6 minutes

Alors que le dôme de chaleur qui a recouvert la France pendant plus d'une semaine laisse place à des températures à nouveau respirables, les Écologistes ont lancé dimanche 28 juin une pétition pour réclamer la mise en place d'un congé climatique d'une durée de cinq jours maximum par an, destiné à protéger les travailleurs les plus exposés. La pétition avait recueilli près de 6 000 signatures lundi 29 juin et plus de 9 000 ce mardi 30 juin.

Avant eux, et ce dès le 24 juin, Solidaires Fonction publique a adressé un courrier au ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, pour demander des autorisations spéciales d'absence (ASA) liées à des épisodes climatiques exceptionnels. *"De nombreux établissements scolaires, crèches et services d'accueil périscolaire dont le bâti est vétuste ne permettent pas de maintenir des conditions d'accueil acceptables, tant pour les personnels que pour les élèves, ont été contraints de fermer, y précise Gaëlle Martinez, déléguée générale de Solidaires Fonction publique. De nombreux parents doivent donc garder leurs enfants à domicile."*

L'organisation syndicale demande donc des autorisations spéciales d'absence *"qui ne soient pas des autorisations de télétravail exceptionnel."*

Lire aussi : [Le projet de décret sur les autorisations spéciales d'absence des fonctionnaires provoque l'ire des syndicats](#)

"Au-delà des ASA pour gardes d'enfants, les périodes de canicule doivent nous amener à envisager et à mettre en place des ASA pour l'ensemble des agents subissant des circonstances climatiques"

exceptionnelles”, poursuit Gaëlle Martinez. Et notamment lorsque les locaux ne permettent plus de garantir des conditions de travail compatibles avec la préservation de la santé des personnels, ou lorsque certaines missions sont exercées en extérieur et exposent les agents à des risques importants. Solidaires demande des mesures immédiates de réduction ou de suspension de l’activité sans incidences financières pour les agents concernés et invoque les conséquences des épisodes de canicule sur la santé et les conditions de travail des agents publics.

Le même jour, la CGT État s’est également adressée au ministre en des termes similaires, avec l’objectif de mobiliser des mesures *“immédiates et durables”* pour protéger les agents publics de la canicule et des épisodes de fortes chaleurs. *“L’État et les employeurs publics ne peuvent plus traiter ces épisodes comme des événements exceptionnels, peut-on lire dans le courrier adressé au ministre. Ils doivent assumer pleinement leur responsabilité d’employeur, protéger les agents, garantir des conditions de travail dignes et assurer la continuité du service public sans exposer ni les personnels ni les usagers à des risques évitables.”*

Adapter l’organisation du travail

La CGT État demande alors à l’administration de réactiver le recours aux ASA exceptionnelles mises en place lors des épisodes de Covid-19 en cas de fermeture d’écoles, de crèches ou d’établissements d’accueil ou pour les agents vulnérables. Elle demande aussi à l’administration d’adresser une instruction claire à l’ensemble des employeurs publics sur les mesures obligatoires à prendre en période de fortes chaleurs, ou encore d’autoriser les aménagements exceptionnels d’organisation du travail.

“La création d’une ASA climatique pour permettre aux agents parents d’enfants en bas âge et subissant une fermeture d’école pour des raisons climatiques de garder ces derniers figure dans nos revendications, confirme également Pascal Kessler, président de la FA-FP. Cette ASA pourrait aussi concerner les agents ne pouvant exercer leurs fonctions en raison de phénomènes climatiques exceptionnels et leur permettrait de ne pas être pénalisés ni de devoir récupérer du temps de travail.”

La mesure figure aussi dans les revendications de la CFDT, validées

la semaine dernière lors du congrès national du syndicat. Elle a néanmoins très peu de chances d'aboutir dans la mesure où le gouvernement, par le biais d'un récent décret, a déjà choisi de réduire les autorisations spéciales d'absence des agents publics. L'entourage du ministre David Amiel rappelle que le décret du 27 mai 2025 *“propose une réponse graduée en fonction des situations locales et de la nature de l'activité qui peut aller jusqu'à l'arrêt complet de l'activité pour les plus exposées au risque chaleur extrême et donc à des autorisations spéciales d'absence exceptionnelles”*.